



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 77.908/2/V
du 14 août 2025

sur

un avant-projet de loi ‘mettant
en œuvre le
règlement (UE) 2023/1114 du
Parlement européen et du
Conseil du 31 mai 2023 sur les
marchés de crypto-actifs et du
règlement (UE) 2023/1113 du
Parlement européen et du
Conseil du 31 mai 2023 sur les
informations accompagnant les
transferts de fonds et de certains
crypto-actifs, et modifiant la
directive (UE) 2015/849 et
portant des dispositions
financières diverses’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 77.908/2/V
van 14 augustus 2025

over

een voorontwerp van wet ‘tot
uitvoering van
Verordening (EU) 2023/1114
van het Europees Parlement en
de Raad van 31 mei 2023
betreffende cryptoactivamarkten
en van
Verordening (EU) 2023/1113
van het Europees Parlement en
de Raad van 31 mei 2023
betreffende bij
geldovermakingen en
overdrachten van bepaalde
cryptoactiva te voegen
informatie en tot wijziging van
Richtlijn (EU) 2015/849 en
houdende diverse financiële
bepalingen’

Le 30 juin 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 14 août 2025 sur un avant-projet de loi 'mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 et portant des dispositions financières diverses'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 11 août 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur, et Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 août 2025.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

Op 30 juni 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën en Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege * verlengd tot 14 augustus 2025 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot uitvoering van Verordening (EU) 2023/1114 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2023 betreffende cryptoactivamarkten en van Verordening (EU) 2023/1113 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2023 betreffende bij geldovermakingen en overdrachten van bepaalde cryptoactiva te voegen informatie en tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 en houdende diverse financiële bepalingen'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 11 augustus 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, auditeur, en Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 augustus 2025.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule, et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Interrogée sur la consultation de l'Autorité de protection des données, la déléguée a confirmé que l'avis lui avait bien été demandé.

2. Interrogée au sujet de la consultation préalable de la Banque centrale européenne (BCE), prévue par l'article 2, paragraphe 1, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 'relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet des projets de réglementation', la déléguée a répondu ce qui suit :

« La Banque nationale a confirmé que l'avis de la Banque centrale européenne ne doit pas être demandé sur l'avant-projet de loi mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 et le règlement (UE) 2023/1113 car l'avant-projet se contente (1) de conférer des tâches à la Banque nationale (répartition de compétences entre autorités) et (2) de mettre en œuvre les exigences de ces règlements d'une manière qui n'affecte pas les domaines de compétence de la BCE. La Banque nationale a reçu la confirmation sur ce point de la BCE par le biais de son rapporteur pour la Belgique (dite 'country rapporteur') ».

En application de l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la décision 98/415/CE, les États membres ne sont pas tenus de consulter la BCE sur la transposition de directives de l'Union en droit national.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

À propos de cette exception, le Guide relatif à la consultation de la BCE ¹ énonce ce qui suit :

« La raison d'être de cette exonération réside dans le fait que la BCE a déjà été consultée sur l'acte de l'Union proposé, en vertu de l'article 127, paragraphe 4, du traité, et il est par conséquent inutile d'étendre la fonction consultative de la BCE aux projets de réglementation qui se contentent de transposer cet acte de l'Union. La BCE est d'avis que la même exonération s'applique aux projets de réglementation destinés à mettre en œuvre les règlements de l'Union, à condition qu'ils n'aient aucune incidence sur les questions relevant des domaines de compétence de la BCE, qui soit distincte de l'incidence résultant du règlement lui-même (sur lequel la BCE a été consultée par les institutions de l'Union) ».

Il énonce également que

« [s]i le projet de réglementation comporte un grand nombre de dispositions sur des sujets divers, la BCE recommande que l'autorité qui la consulte indique les dispositions du projet qui doivent faire l'objet des principaux commentaires de la BCE. Ceci est tout particulièrement pertinent, lorsque le projet de réglementation vise principalement à transposer la législation de l'Union ou à lui donner effet, mais comporte également d'autres dispositions qui vont au-delà de la simple transposition ».

En l'espèce, il y a lieu d'observer que la réponse apportée par la déléguée ne porte que sur le livre II de l'avant-projet, pour lequel la consultation de la Banque centrale européenne n'est donc pas requise.

L'auteur de l'avant-projet s'assurera que tel est également le cas pour les autres dispositions de l'avant-projet.

3. Conformément à l'article 19.6 de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique',

« [le Comité de direction] fournit des avis aux différentes autorités exerçant un pouvoir législatif ou réglementaire sur tout projet d'acte législatif ou réglementaire qui concerne les missions de contrôle dont la Banque est ou serait chargée ».

Interrogée quant à la consultation du Comité de direction de la Banque nationale de Belgique (BNB), la déléguée a répondu ce qui suit :

« La Banque nationale a confirmé qu'elle fera le nécessaire pour fournir un avis formel. Vous noterez dans l'intervalle que la Banque a eu une implication active dans la rédaction de cet avant-projet de loi ».

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

¹ Consultable à l'adresse suivante : <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/consultationguide201510.fr.pdf>.

4. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

INTITULÉ

Le règlement (UE) 2023/1114 sera mentionné par son intitulé complet et, dans la version française, les mots « et du règlement (UE) 2023/1113 » seront remplacés par les mots « et le règlement (UE) 2023/1113 ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « de l'article 45, § 1^{er}, 5^o » seront remplacés par les mots « de l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o ».

Livre II

Dans l'intitulé du livre II, le règlement (UE) 2023/1114 sera mentionné par son intitulé complet.

Article 4

1. Au paragraphe 1^{er}, deuxième phrase, il y a lieu de mentionner l'article 94 « du même règlement ».

2. Au paragraphe 2, par souci de sécurité juridique, les mots « Par exception » seront remplacés par les mots « Par dérogation au paragraphe 1^{er} ».

La même observation vaut pour l'article 14, § 2.

Article 5

1. Au paragraphe 1^{er}, dans la phrase introductive, les mots « sur les aspects suivants » seront, par souci de sécurité juridique, remplacés par les mots « , lequel porte sur les aspects suivants ».

2. Au paragraphe 1^{er}, 2^o, de l'accord de la déléguée, par souci de sécurité juridique, les mots « en ce que cet avis exclut les jetons se référant à un ou des actifs de la qualification juridique d'instruments financiers » seront remplacés par les mots « en ce que cet avis confirme que les jetons se référant à un ou des actifs ne répondent pas à la qualification d'instruments financiers ».

3. Au paragraphe 1^{er}, 4^o, à la question de savoir s'il ne convenait pas de faire une distinction entre les demandes introduites par les établissements de crédit et celles introduites par d'autres entités dès lors que les règles d'approbation du livre blanc sont différentes pour ces deux catégories, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Conformément aux articles 17, par. 1), a) et 18, par. 2, k) du Règlement (UE) 2023/1114 (ci-après, encore 'le règlement'), les exigences de l'article 19 du règlement concernant le contenu et la forme du livre blanc s'imposent à la fois aux établissements de crédit et aux autres entités tenues de demander un agrément conformément à l'article 16, par. 1, a) du règlement. L'aspect relatif à l'avis de la FSMA concernant le respect desdites exigences a dès lors logiquement sa place sous les dispositions communes du Titre III, Chapitre II (art. 5) de l'avant-projet et ce, même si le traitement des demandes de ces deux catégories suit une procédure distincte, à savoir celle de l'article 17 du règlement pour les établissements de crédit et celle de son article 20 pour les autres catégories soumises à agrément, comme expliqué par le commentaire des articles ».

Articles 7 et 8

L'article 8, alinéa 2, de l'avant-projet prévoit les conséquences de l'absence d'avis de la FSMA « dans le délai prévu à l'article 7 ». Cette référence manque toutefois de clarté puisque l'article 7 utilise deux notions différentes, à savoir celle de « meilleurs délais » et celle de « délai ultime ». En outre, si l'auteur de l'avant-projet souhaite prévoir les conséquences de l'absence d'avis dans un certain délai, ce délai doit pouvoir être identifié avec précision, à l'instar de ce qui est, par exemple, prévu à l'article 15.

Les articles 7 et 8 seront revus en conséquence.

Article 10

Au paragraphe 2, le mot « visée » sera remplacé par le mot « visé, ».

Article 13

Interrogée sur la question de savoir si l'exigence d'une autorisation, prévue à l'article 13, découlait du règlement UE 2023/1114 et, dans la négative, comment cette exigence se concilie avec la liberté d'entreprendre, la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'article 98 du règlement ne confère pas le droit d'exercer d'autres activités mais traite – toutes catégories d'entreprises et toutes activités relatives à des crypto-actifs confondues – de l'hypothèse où une entité exerce d'autres activités que celles couvertes par le règlement et ce, sous le seul angle de la coopération entre autorités. On ne peut donc pas

déduire dudit article 98 du règlement le droit pour une entité soumise à un agrément en application de l'article 16, par. 1, a) du règlement d'exercer d'autres activités.

L'encadrement des activités réglementées en matière bancaire et financière (qu'il s'agisse de l'établissement d'un monopole inhérent à un statut de contrôle ou du traitement d'activités par ailleurs permises) constitue une modalité récurrente du cadre légal et réglementaire applicable. La disposition en projet prévoit, à l'instar de l'article 44, § 1^{er} de la loi du 11 mars 2018 (relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement), une intervention de l'autorité de contrôle en vue de veiller à ce que les risques inhérents à l'activité par ailleurs envisagée soient correctement appréhendés ».

S'il est exact que l'article 44, § 1^{er}, de la loi du 11 mars 2018 impose que les établissements de paiement ne peuvent exercer des activités autres que les services de paiement que moyennant l'autorisation préalable de la Banque, cette interdiction s'adresse, conformément à l'article 9 de la loi, aux établissements de paiement entendus comme « toute personne qui entend fournir en Belgique des services de paiement visés aux points 1 à 7 de l'annexe I.A, en qualité d'établissement de paiement ».

Or, en l'espèce, il résulte du dispositif que l'obligation d'obtenir une autorisation préalable de la Banque s'impose à tout émetteur autre que les établissements de crédit. D'après le commentaire, « à défaut d'[une telle] autorisation, [ces émetteurs] ne sont donc autorisés qu'à offrir au public les ARTs qu'ils émettent ou à demander leur admission à la négociation » et ne peuvent, partant, exercer d'autres activités, même si ces activités constituent en réalité l'activité principale de l'émetteur concerné, laquelle peut être clairement distinguée de l'émission de jetons et sans lien avec elle.

L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier la proportionnalité de la mesure au regard de l'atteinte qu'elle implique à la liberté d'entreprendre de ces émetteurs, en particulier de ceux dont l'activité principale n'est pas celle de l'offre des ARTs (*Asset-Referenced Tokens*+) au public ou de demande d'admission à la négociation au sens du règlement.

Le dispositif de l'article 13 sera dès lors revu ou, à tout le moins, justifié plus amplement dans son commentaire.

Article 14

Au paragraphe 1^{er}, de l'accord de la déléguée, les mots « prérogatives prévues à l'article 94, § 1^{er} dudit Règlement » seront remplacés par les mots « pouvoirs prévus à l'article 94, paragraphe 1, dudit Règlement » afin d'uniformiser la terminologie utilisée ailleurs dans l'avant-projet.

Article 15

De l'accord de la déléguée, l'article 15 sera revu pour prévoir la communication du livre blanc au SPF Économie afin d'assurer l'effectivité du contrôle du respect de l'article 49, paragraphe 5, du règlement (UE) 2023/1114 et la cohérence avec les articles 14 et 16 de l'avant-projet.

Article 16

Interrogée sur la manière dont cette disposition se concilie avec l'article 51, paragraphe 11, du règlement (UE) 2023/1114, qui énonce que « les autorités compétentes n'exigent pas d'approbation des livres blancs sur les crypto-actifs avant leur publication », et à la question de savoir si le fait que la Banque peut exiger qu'il soit remédié aux lacunes du livre blanc « pour pouvoir commencer ses activités » ne constitue pas une forme d'approbation du livre blanc avant publication, la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'évaluation réalisée par la Banque nationale de Belgique 'sur le plan de la complétude', constitue un examen *prima facie* consistant à regarder si les éléments d'informations requis par l'article 51, paragraphes 1^{er}, 3 à 7 du Règlement sont présents, sans néanmoins examiner la qualité de l'information en question. Il ne s'agit là aucunement d'une approbation. En effet, un document incomplet qui ne satisferait pas au prescrit de l'article 51 ne pourrait être considéré comme un livre blanc de sorte que l'établissement ne pourrait bénéficier de l'application de l'article 48, paragraphe 1^{er} du Règlement 1, b) pour pouvoir émettre des jetons de monnaie électronique ».

Cette explication figurera utilement dans le commentaire.

Article 19

Au paragraphe 1^{er}, 3^o, il y a lieu de supprimer les mots « , de la présente loi ».

Article 20

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, interrogée s'il ne convenait pas de remplacer les mots « peut demander » par le mot « demande », afin d'indiquer que, dans le respect de l'article 64, paragraphe 1, du règlement (UE) 2023/1114, la FSMA n'a pas de marge d'appréciation pour demander la révocation de l'agrément lorsqu'une des infractions énumérées est constatée, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Compte tenu du libellé de l'article 64, § 1^{er} du Règlement MICA, qui mentionne qu'en cas d'infraction grave au règlement, les autorités compétentes retirent l'agrément d'un prestataire de services sur crypto-actifs, l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2, sera modifié pour remplacer les mots 'peut demander' par le mot 'demande'. Cette demande de révocation d'agrément ne sera cependant adressée à la BNB que dans la mesure où la FSMA a constaté une infraction grave aux dispositions du règlement énumérées dans cette disposition. Il est précisé que cette disposition ne s'applique qu'à l'égard des CASPs visés à l'article 18, § 1^{er}, 3^o en projet, c.-à-d les établissements financiers sous statut prudentiel supervisé par la BNB

mais qui ont dû obtenir un agrément complémentaire de CASP pour prêter des services sur crypto-actifs (c.-à-d, à certaines conditions, des sociétés de bourse, établissements de paiement et établissements de monnaie électronique). Le retrait d'agrément consacré dans l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2 en projet ne concerne que leur agrément en tant que CASP et ne porte pas préjudice à leur agrément en tant que société de bourse, établissement de monnaie électronique ou établissement de paiement. Si la FSMA devait estimer que l'infraction est à ce point grave qu'elle devrait également entraîner la révocation de leur agrément comme société de bourse, établissement de paiement ou établissement de monnaie électronique, elle devrait appliquer la procédure établie à l'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002, adapté en ce sens par l'article 67 en projet ».

Le dispositif sera revu en conséquence.

2. Au paragraphe 2, le commentaire de la disposition mentionne la possibilité de faire usage de l'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers'. Interrogée sur les raisons pour lesquelles cette disposition n'est pas mentionnée à l'article 20, § 2, 1^o, de l'avant-projet, la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002 rassemble les mesures que la FSMA a la faculté de prendre à l'encontre d'un établissement financier qui est sous contrôle prudentiel de la BNB et qui commet une infraction aux règles de conduite dont la FSMA est chargée de veiller au respect. Parmi ces règles de conduite (énoncées à l'article 45, § 1^{er}, 3^o de la loi du 2 août 2002), figurent également les règles de conduite du Règlement MICA, cfr. article 70 en projet). Il a semblé plus adéquat pour la sécurité juridique d'adapter l'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002 afin d'y tenir compte de la faculté, pour la FSMA, de prononcer les mesures qui y sont prévues à l'encontre d'un établissement financier qui est sous contrôle prudentiel de la BNB et qui commettrait une infraction aux dispositions du règlement MICA. Le commentaire de l'article 20, § 2 sera légèrement modifié pour mieux expliquer le contexte d'application de l'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002 ».

Cette explication figurera utilement dans le commentaire.

Article 21

Dans la version française, il y a lieu d'ajouter le mot « le » entre les mots « du règlement 2023/1114 » et le mot « sont ».

La même observation vaut pour l'article 29.

Article 30

1. Interrogée sur les législations sectorielles visées dans le commentaire de la disposition, et sur un exemple d'interdiction similaire justifiant la disposition à l'examen, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Les législations sectorielles visées dans l'exposé des motifs sont les lois sectorielles qui régissent le statut et le contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseils en investissement, des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, des gestionnaires d'organismes de placement collectif alternatifs et des opérateurs de marché.

L'exemple demandé figure, par exemple, à l'article 221 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances qui prévoit que la société de gestion d'organismes de placement collectif ne peut recevoir ni des dépôts de fonds ni les fonds ni les instruments financiers appartenant à ses clients ou aux organismes de placement collectif gérés. Une disposition similaire est prévue à l'article 33 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires pour les sociétés de gestion d'OPCA ».

Ces explications et l'exemple donné figureront utilement dans le commentaire.

2. Il y a lieu d'écrire « l'article 19, § 1^{er}, 1^o et 2^o ».

Article 32

Dans la version française, il convient d'insérer les mots « de l'application » entre le mot « bénéficiaire » et les mots « du paragraphe 4 ».

Article 39

1. Au paragraphe 2, interrogée sur le type de normes par lesquelles les procédures seront fixées par la Banque et la FSMA et en particulier si une approbation par le Roi est prévue (le cas échéant en application des articles 8 ou 12*bis* de la loi du 22 février 1998 et de l'article 64 de la loi du 2 août 2002), la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'article 39, § 2 en projet a pour seul objet la répartition de compétence entre la BNB et la FSMA pour établir les procédures de traitement des réclamations que les autorités compétentes doivent mettre en place conformément à l'article 108 du Règlement. Cette disposition en projet prévoit que la BNB et la FSMA mettront ces procédures en place en fonction de leurs compétences respectives en application de la loi en projet. La mise en place de ces procédures ne requiert pas l'adoption d'acte réglementaire par lesdites autorités (requérant une approbation royale) en application de leur loi organique respective. Ces procédures seront publiées sur les sites internet respectifs de la BNB et de la FSMA. Un exemple d'une telle procédure, mise en place en matière de financement participatif (crowdfunding) est à retrouver sous ce lien : <https://www.fsma.be/fr/prestataires-de-services-de-financement-participatif-plateformes-de-crowdfunding>.

Une disposition similaire à l'article 108 du Règlement MICA figurait en effet à l'article 38 du Règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937 ».

La section de législation ne peut se rallier au raisonnement de la déléguée selon lequel la mise en place de ces procédures ne requiert pas d'acte réglementaire, fût-ce sur la base des dispositions des articles 8 ou 12*bis* de la loi du 22 février 1998 ou de l'article 64 de la loi du 2 août 2002.

L'article 108 du règlement (UE) 2023/1114 dispose :

« Les autorités compétentes mettent en place des procédures permettant aux clients et à d'autres parties intéressées, notamment les associations de consommateurs, d'introduire des réclamations auprès des autorités compétentes pour infraction présumée au présent règlement par des offreurs, des personnes qui demandent l'admission à la négociation, des émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs ou de jetons de monnaie électronique, ou des prestataires de services sur crypto-actifs. Les réclamations sont acceptées par écrit, y compris sous forme électronique, et dans une langue officielle de l'État membre dans lequel elles sont introduites ou dans une langue acceptée par les autorités compétentes de cet État membre ».

Si cette disposition définit certains aspects de la procédure de plainte, d'autres sont laissés à l'appréciation des autorités compétentes par le règlement (UE) 2023/1114.

C'est par exemple le cas des « parties intéressées » qui ne sont pas explicitement définies, ni par l'article 108 du règlement (UE) 2023/1114 ni par l'article 39 en projet.

Bien que l'article 108 du règlement (UE) 2023/1114 semble investir directement les autorités compétentes – désignées comme étant la Banque et la FSMA – du pouvoir de déterminer les procédures à mettre en place, cette disposition doit se lire en combinaison avec l'article 93, paragraphes 1 et 2, et la définition de l'article 3, 35), qui précisent que les autorités compétentes sont désignées par l'État membre.

À cet égard, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne est fixée en ce sens :

« L'applicabilité directe d'un règlement ne fait pas obstacle à ce que le texte même du règlement habilite une institution communautaire ou un État membre à prendre des mesures d'application. Dans la dernière hypothèse, les modalités de l'exercice de ce pouvoir sont régies par les règles de droit public de l'État membre concerné ; [...] » ².

Dans le même sens, le Tribunal de l'Union européenne a également précisé dans son arrêt du 3 avril 2017, *Allemagne c. Commission* ³, que, quand « le texte même du règlement habilite une institution de l'Union ou un État membre à prendre des mesures d'application », « les modalités de l'exercice de ce pouvoir sont régies par le droit public de l'État concerné ».

Dans son avis 51.043/2 du 21 mars 2012, la section de législation a également observé qu'en matière d'exécution d'un règlement européen directement applicable dans l'ordre juridique interne, la compétence dont est revêtue l'autorité nationale en vertu du droit européen ne peut s'exercer que

« selon les règles propres à chaque système juridique et [...] ne peut en conséquence trouver sa source que dans le droit interne.

² C.J.C.E., arrêt *SpA Eridania - Zuccherifici nazionali et SpA Società italiana per l'industria degli zuccheri c. Ministre de l'agriculture et des forêts, Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et SpA Zuccherifici meridionali*, 27 septembre 1979, 230/78, EU:C:1979:216, point 34.

³ Trib., arrêt *Allemagne c. Commission*, 3 avril 2017, T-28/16, EU:T:2017:242, points 43-45, 47, 48.

Or, à cet égard, en droit belge, le Roi ne peut en principe agir qu'en vertu d'une attribution, soit sur la base de l'article 105 de la Constitution ⁴, soit sur celle de Son pouvoir général d'exécution qui Lui est conféré par l'article 108 de la Constitution ⁵ » ⁶.

Ces considérations valent *a fortiori* dans le cadre de l'attribution de compétences à une autorité administrative sans contrôle politique direct telles que la Banque et la FSMA.

S'agissant de l'attribution d'un pouvoir réglementaire à un organisme public comme la FSMA, la section de législation a observé à de nombreuses reprises qu'une telle attribution n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication, de contrôle préventif exercé par la section de législation, et de rang précis dans la hiérarchie des normes, sont absentes. Pareilles délégations ne se justifient dès lors que dans la mesure où elles sont très limitées et ont un caractère non politique, en raison de leur portée secondaire ou principalement technique. Les instances qui doivent appliquer la réglementation concernée doivent être soumises à cet égard tant à un contrôle juridictionnel qu'à un contrôle politique⁷.

En l'espèce, la délégation prévue par la disposition examinée n'est pas admissible dès lors que, contrairement à ce qu'a indiqué la déléguée, elle confère à la BNB et la FSMA le pouvoir de fixer la procédure des réclamations qui peuvent être introduites devant elles, ce qui est bien un pouvoir réglementaire qui ne porte pas sur des points de détail. Les articles 8 et 12*bis* de la loi du 22 février 1998 et l'article 64 de la loi du 2 août 2002 ne peuvent dès lors constituer des fondements juridiques susceptibles de permettre à la Banque et à la FSMA de mettre en place les procédures de réclamation visées à l'article 108 du règlement (UE) 2023/1114 (moyennant approbation par le Roi) qu'à la condition que les règles essentielles des procédures soient, quant à elles, fixées par le législateur.

Le dispositif sera revu à la lumière de cette observation.

⁴ Note de bas de page 1 de l'avis cité : Article 105 de la Constitution : « Le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que Lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même ».

⁵ Note de bas de page 2 de l'avis cité : Article 108 de la Constitution : « Le Roi fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution ».

⁶ Avis 51.043/2 donné le 21 mars 2012 sur un projet d'arrêté royal « désignant le Ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en qualité d'autorité nationale compétente pour la certification de la conformité des systèmes de collecte en ligne des déclarations de soutien exprimées en faveur d'une initiative citoyenne et pour la vérification de la validité desdites déclarations ».

⁷ En ce sens, notamment, l'avis 76.927/2/V donné le 7 août 2024 sur un avant-projet devenu la loi du 20 décembre 2024 'transposant la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE', *Doc. parl.*, 2024-2025, n° 56-487/001, pp. 75-88.

2. L'article 108 du règlement (UE) 2023/1114 mis en œuvre par l'article en projet précise que les associations de consommateurs sont (notamment) des parties intéressées au sens de cette disposition. Cette référence n'est pas reprise par l'article 39 en projet. Il convient de modifier le dispositif afin d'y insérer expressément cette référence aux associations de consommateurs pour respecter l'article 108 mis en œuvre.

Le dispositif sera revu à la lumière de cette observation.

Article 41

Interrogée sur l'omission du SPF Économie alors qu'il est également désigné comme autorité compétente, la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'article 41 de l'avant-projet traite de la coopération internationale. Dans le cadre des compétences propres prévues par l'avant-projet, il s'indique, en effet, d'inclure le SPF Économie dans la disposition concernée ».

Le dispositif sera dès lors revu en ce sens.

Article 42

Interrogée sur les raisons pour lesquelles la transmission des informations visées à l'article 109, paragraphe 1, alinéas 2 et 3, et paragraphe 6, du règlement (UE) 2023/1114 n'est pas réglée par l'article 42 de l'avant-projet, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Les notifications imposées en application de l'article 109, par. 6 du Règlement concernent des mesures de redressement et font l'objet des articles 45, § 4 et 47, § 5 en projet en ce qui concerne les mesures adoptées par la BNB et des articles 51, § 3 et 54, § 4 en projet en ce qui concerne les mesures adoptées par la FSMA.

S'agissant des informations visées à l'article 109, paragraphe 1^{er}, al. 2 du Règlement, ledit article du Règlement est prescriptif et doit être lu en lien avec l'article 42 de l'avant-projet qui précise, s'agissant des registres visés au paragraphe 1^{er}, a) à d), qui de la BNB ou de la FSMA assure la communication vers l'Autorité européenne des marchés financiers. Dès lors que l'article 42 précise quelle autorité nationale assure cette communication, l'on sait nécessairement quelle autorité nationale doit assurer la communication prévue par l'article 109, paragraphe 1^{er}, al. 2 du Règlement, à savoir une modification des éléments d'information déjà couverts par l'article 42 en projet.

S'agissant des informations visées à l'article 109, paragraphe 1^{er}, al. 3 du Règlement, ledit article du Règlement est prescriptif et ne requiert pas une mise en œuvre par le droit national. Il ne fait que préciser les modalités selon lesquelles la communication doit être assurée ».

Article 43

À l'alinéa 2, il convient d'écrire « l'article 93, § 2, » à la place des mots « l'article 93 ».

Articles 44 à 57

1. Interrogée sur les recours ouverts contre les mesures de redressement et les sanctions prévues aux articles 44 à 57, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Les mesures de redressement prononcées par la FSMA sont des actes administratifs susceptibles de recours en suspension/annulation devant le Conseil d'État. Un recours est également ouvert auprès de la Cour des marchés contre toute décision de la FSMA infligeant une astreinte ou une amende administrative et ce conformément à l'article 121 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Les mesures de redressement prononcées par la BNB sont également des actes administratifs susceptibles de recours en suspension/annulation devant le Conseil d'État. Un recours est également ouvert auprès de la Cour des marchés contre toute décision de la BNB infligeant une amende administrative et ce, conformément à l'article 36/21 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique ».

Cette explication sera utilement reprise dans le commentaire. L'auteur de l'avant-projet veillera en outre à modifier l'article 121, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 2 août 2002 afin d'y ajouter les hypothèses d'astreinte et d'amendes en exécution de l'avant-projet.

2. Dans son avis 77.431/2 du 25 février 2025, la section de législation observait :

« S'il relève du pouvoir d'appréciation du législateur de décider quel juge est le plus apte à trancher un type donné de contestations et selon quelles conditions procédurales, la section de législation relève qu'une différence de traitement est néanmoins opérée entre différents opérateurs financiers en cas de recours contre des décisions de même nature prises par la Banque nationale, dès lors que, contrairement aux fournisseurs d'importance systémique, les établissements de crédit et les sociétés de bourse bénéficient d'une procédure accélérée devant le Conseil d'État.

Selon la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, une différence de traitement ne peut se concilier avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination, que si cette différence repose sur un critère objectif et si elle est raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure concernée ainsi que de la nature des principes en cause. Le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Conformément à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle,

'B.6.2. La différence de traitement entre certaines catégories de personnes qui découle de l'application de règles procédurales différentes dans des circonstances différentes n'est pas discriminatoire en soi. Il ne pourrait être question de discrimination que si la différence de traitement qui découle de l'application de ces règles de procédure entraînait une limitation disproportionnée des droits des personnes concernées'.

En l'espèce, force est de constater que dans sa réponse, le mandataire du Président de la Chambre reste en défaut d'apporter les motifs justifiant la différence de traitement créée.

À moins qu'une justification particulière puisse être donnée à cette fin dans la suite des travaux parlementaires, il y aura lieu de compléter l'article 36/22 de la loi du 22 février 1998 afin d'y intégrer les décisions de la Banque nationale prises en vertu des articles 82, § 2, et 83, § 1^{er} ».

Pareille observation peut, *mutatis mutandis*, être réitérée *in casu*.

Il ressort en effet des dispositions à l'examen que les différentes sanctions et mesures prises par la Banque et la FSMA seront susceptibles d'un recours devant le Conseil d'État selon la procédure ordinaire pour ce qui concerne, par exemple, le refus d'agrément comme émetteur de crypto-actifs, tandis que les procédures de contestation d'un refus d'agrément en qualité d'établissement ou d'organisme de placement feront, quant à elles, l'objet d'une procédure accélérée devant le Conseil d'État.

À moins qu'une justification particulière puisse être donnée concernant l'exclusion de ces décisions d'une procédure accélérée, il y aura lieu de compléter, le cas échéant, l'article 36/22 de la loi du 22 février 1998 et l'article 122 de la loi du 2 août 2002 pour y intégrer les décisions en matière de crypto-actifs susceptibles de recours devant le Conseil d'État prises sur base des articles 44 à 57 de l'avant-projet.

Article 44

Les mots « de la présente section » seront remplacés par les mots « du présent chapitre ».

Article 45

1. Le paragraphe 1^{er} habilite la Banque à prendre toute une série de mesures telles qu'imposer des exigences de fonds propres plus sévères, imposer des exigences spécifiques de liquidité plus contraignantes ou désigner un commissaire spécial lorsqu'elle constate qu'un émetteur se trouve dans une situation visée à l'article 24, paragraphe 1, du règlement (UE) 2023/1114.

Il est prévu dans la phrase introductive que les mesures prises par la Banque le sont sans préjudice des mesures prévues par le règlement (UE) 2023/1114, en particulier, notamment, son article 24.

L'article 24, paragraphe 1, du règlement (UE) 2023/1114 prévoit que lorsque l'émetteur se trouve dans l'une des situations qui y est visée, « les autorités compétentes retirent l'agrément de l'émetteur ».

La question se pose de savoir comment l'article 45 de l'avant-projet doit s'articuler avec l'article 24 du règlement (UE) 2023/1114 compte tenu de ce qui précède.

Le dispositif sera le cas échéant revu ou, à tout le moins, le commentaire sera complété sur ce point.

La même observation vaut pour l'article 51, § 1^{er}, de l'avant-projet, quant à son articulation avec l'article 64 du règlement (UE) 2023/1114, s'agissant des mesures prises par la FSMA.

2. Au paragraphe 1^{er}, 5^o, interrogée sur l'absence de régime de nullité des actes pris sans l'autorisation du commissaire spécial prononcée par le tribunal de l'entreprise sur requête de tout intéressé, contrairement au régime semblable prévu par exemple à l'article 236, § 8, de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' (dite la « loi bancaire ») et s'il s'agissait d'une omission volontaire et, dans l'affirmative, les raisons justifiant celle-ci, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Le but était de simplifier le texte en projet par rapport à une mesure assez particulière dont la survenance s'avère assez exceptionnelle. Le texte en projet peut néanmoins être complété sur ce point ».

Dans un souci de sécurité juridique, il conviendra de compléter le dispositif afin de prévoir un régime de nullité pour les actes pris sans l'autorisation du commissaire spécial ainsi que le tribunal compétent pour prononcer ladite nullité.

La même observation vaut pour l'article 51, § 1^{er}, 5^o, en ce qui concerne le commissaire agissant sous l'égide de la FSMA.

Articles 47 et 54

À l'article 54, § 2, interrogée sur ce qu'il convenait d'entendre par « faire valoir ses moyens » et s'il s'agissait d'une pure différence terminologique ou d'une différence substantielle avec d'autres dispositions de l'avant-projet prévoyant que l'entité est « entendue ou à tout le moins convoquée » – comme par exemple à l'article 47, § 2 –, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Il ne s'agit pas d'une différence purement terminologique. Dans les deux cas, il s'agit de l'expression de l'application du principe général de droit *audi alteram partem* à la situation visée par la disposition en projet, à savoir, en ce qui concerne l'article 54, § 2 en projet, la décision de la FSMA, après une injonction préalable non suivie d'effet, de rendre publiques ses constatations et/ou d'infliger une astreinte. L'article 54, § 2 en projet prévoit que l'entité doit avoir pu faire valoir ses moyens, ce qui n'implique pas nécessairement que l'entité soit entendue (à l'occasion d'une audition orale) ou à tout le moins convoquée, comme le requiert l'article 47, § 2 en projet qui concerne les décisions analogues de la BNB. Le respect de ce Principe général de droit ne requiert pas, en effet, que l'audition ait lieu oralement ou qu'un débat contradictoire, en présence de la personne concernée, soit organisé, un exposé écrit du point de vue de la personne concernée pouvant suffire (Voy. Jacques Jaumotte, Jacques Salmon, Eric Thibaut, Le Conseil d'État de Belgique, Vol. 1^{er}, pp. 815 et s., n° 379.2 et références citées). Les modalités à mettre en œuvre par les autorités pour se conformer au respect du Principe général de droit peuvent donc différer d'une autorité à l'autre. La formulation de l'article 54, § 2 en projet est donc conforme à la jurisprudence du Conseil d'État selon laquelle le principe précité est respecté dès le moment où l'administré a pu faire valoir son point de vue antérieurement à la prise de décision par

l'autorité (sans nécessairement être entendu à l'occasion d'une audition orale) (voy. notamment CE, arrêt n° 242.466 du 28 septembre 2018 et CE, arrêt n° 261.042 du 15 octobre 2024). Il ne convient donc pas nécessairement d'utiliser une terminologie uniforme, la terminologie ici usitée reflétant celle des législations appliquées respectivement par les deux autorités concernées ».

L'auteur de l'avant-projet veillera à expliciter les raisons justifiant de modaliser différemment le respect du principe de droit « *audi alteram partem* » dans les deux dispositions examinées alors que les comportements des entités concernées que ces dispositions entendent réprimer et la gravité des sanctions qui y sont envisagées présentent un caractère largement comparable.

Article 56

Dans son avis 77.714/2 donné le 28 mai 2025 sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions en vue de l'exécution de certaines dispositions du règlement (UE) 2024/886 modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 et les directive 98/26/CE et (UE) 2015/2366 en ce qui concerne les virements instantanés en euros, et de la transposition de la directive (UE) 2024/1174 modifiant la directive 2014/59/UE et le règlement (UE) n° 806/2014 en ce qui concerne certains aspects de l'exigence minimale de fonds propres et de dettes éligibles', la section de législation avait observé que,

« pour aligner le régime sur celui déjà prévu au paragraphe 1^{er}, 2^o, du même article en matière d'astreinte, les mots 'l'entité entendue ou à tout le moins convoquée' seront ajoutés entre les mots 'la Banque peut' et les mots 'révoquer une autorisation donnée en vertu de l'article 154/6, § 2' »⁸.

Une observation analogue peut être réitérée *in casu*. Afin d'aligner le régime de suspension et de retrait de l'agrément sur le régime d'astreinte de l'article 54, § 2, 2^o, prévoyant que la personne faisant l'objet d'une mesure d'astreinte peut faire valoir ses moyens avant l'adoption de la mesure, il convient d'ajouter dans l'article 56, 1^o, les mots « , la personne ayant pu faire valoir ses moyens » avant les mots « suspendre ou retirer l'agrément d'un prestataire de services sur crypto-actifs ».

⁸ Avis 77.714/2 donné le 28 mai 2025 sur un avant-projet de loi « modifiant diverses dispositions en vue de l'exécution de certaines dispositions du règlement (UE) 2024/886 modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 et les directive 98/26/CE et (UE) 2015/2366 en ce qui concerne les virements instantanés en euros, et de la transposition de la directive (UE) 2024/1174 modifiant la directive 2014/59/UE et le règlement (UE) n° 806/2014 en ce qui concerne certains aspects de l'exigence minimale de fonds propres et de dettes éligibles », *Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-939/001, pp. 44-53.

Article 61

Interrogée sur les raisons pour lesquelles la Banque est compétente pour vérifier l'application du règlement (UE) 2023/1114 par « d'autres entités agissant en qualité d'émetteur » alors que celles-ci ne sont pas soumises à ce règlement, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Comme l'indique le commentaire des articles, l'article 61 en projet modifie l'article 36/2 de la loi du 22 février 1998 pour assurer au sein de cette loi un ancrage juridique de la mission de la BNB s'agissant des compétences qui lui sont conférées pour l'application et le contrôle du respect des dispositions des Titres III, IV et V du Règlement. Cette disposition constitue ainsi, comme c'est le cas pour les autres missions de contrôle d'établissements financiers, une disposition miroir avec les dispositions de la loi en projet qui mettent en œuvre ledit Règlement.

En ce qui concerne le champ d'application *ratione personae*, la disposition se réfère aux entités déjà visées par le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'article 36/2 et y ajoute les 'autres entités agissant en qualité d'émetteur de jetons se référant à un ou des actifs' pour couvrir les cas d'émetteurs d'ARTs qui ne relèvent pas déjà d'un statut de contrôle repris sous ledit alinéa 1^{er} (et qui demanderaient un agrément conformément à l'article 16, par. 1, a) du Règlement).

La disposition en projet y ajoute 'les offreurs de jetons de monnaie électronique' pour couvrir l'hypothèse de l'article 48, par. 1, alinéa 2 du Règlement qui consiste dans un cas où l'entité qui offre ou demande l'admission des jetons de monnaie électronique n'aurait pas la qualité d'établissement de crédit ou d'établissement de monnaie électronique ».

Article 63

Au b), dans la version française, l'intitulé de la loi sera rectifié.

Article 66

1. La phrase liminaire sera complétée par l'indication des modifications encore en vigueur subies par la disposition modifiée.
2. Aux 2^o et 3^o, dans la version néerlandaise, il y a lieu de préciser qu'il s'agit respectivement de la première et de la deuxième occurrence des mots remplacés.

Article 70

À l'article 70, b) (article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, n), en projet), dans la version française, le mot « les » sera remplacé par le mot « des ».

Article 73

Les mots « Dans l'article 86ter, 4° », seront remplacés par les mots « Dans l'article 86ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° ».

Article 74

Les mots « Dans l'article 125, 2° » seront remplacés par les mots « Dans l'article 125, alinéa 1^{er}, 2° ».

Article 83

Il y a lieu d'ajouter une définition des mots « règlement (UE) 2023/1114 » dès lors qu'ils figurent dans la suite de la loi telle que modifiée.

Article 86

Les mots « Dans l'article 38, § 2, 2°, e) » seront remplacés par les mots « Dans l'article 38, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, e) ».

Article 108

Les mots « Dans l'article 168, § 1^{er}, 1° » seront remplacés par les mots « Dans l'article 168, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ».

Chapitre XI et article 117

La loi du 20 juillet 2022 sera chaque fois mentionnée par son intitulé complet.

Article 124

La phrase liminaire sera complétée par l'indication des modifications encore en vigueur de la disposition modifiée.

Article 137

1. De l'accord de la déléguée et comme le confirme le commentaire, à l'article 128/1, § 1^{er}, alinéa 2, en projet de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers', la référence à « l'alinéa 3 » sera remplacée par une référence au « paragraphe 2 », le paragraphe 2 de l'article 128/1 en projet comprenant une liste des institutions financières à l'égard desquelles le service de médiation en matière financière est compétent.

Une observation analogue vaut pour l'article 138 de l'avant-projet (article 128/2, 1°, alinéa 2, en projet de la loi du 2 août 2002).

2. Au paragraphe 2, 9°, il y a lieu de préciser, par souci de sécurité juridique, que lorsqu'il est question de « la législation ou la réglementation en vigueur », il s'agit de viser, dans cette disposition, la législation ou la réglementation en vigueur qui rend expressément applicable le chapitre VI de la loi du 2 août 2002 à la personne ou à l'entité active dans le secteur financier.

Article 138

L'article 128/2, 1°, alinéa 3, en projet de la loi du 2 août 2002 institue une différence de traitement entre les sociétés qui répondent à la définition de petite société au sens de l'article 1:24 du Code des sociétés et associations ou de microsociété au sens de l'article 1:25 du même Code, et les autres sociétés.

Cette différence de traitement est, dans le commentaire de la disposition, justifiée comme suit :

« Certaines sociétés peuvent aussi saisir le service de médiation en matière financière. Une distinction est faite selon la taille de la société. Les sociétés qui sont des sociétés répondant aux définitions de petite ou de micro-sociétés au sens du Code des sociétés et associations sont assimilées à des consommateurs et peuvent donc adresser au service de médiation en matière financière tout type de différends relevant de ses compétences. Les autres sociétés ne peuvent saisir le service de médiation en matière financière que de certains types de différends. La distinction se justifie au regard des moyens dont disposent en général les petites et micro-sociétés par rapport aux entreprises de grande taille. Les petites et micro-sociétés sont assimilées, dans leurs relations avec les institutions financières, à des consommateurs en ce qui concerne le traitement des demandes de règlement extrajudiciaire des litiges par le service de médiation en matière financière. Il n'en va pas de même des sociétés de grande taille qui bénéficient souvent de soutien juridique et financier interne ou externe ».

En indiquant que les sociétés de grande taille bénéficient « souvent » de soutien juridique et financier interne ou externe, l'auteur de l'avant-projet laisse toutefois entendre que toutes les grandes sociétés ne se trouvent pas dans la même situation. Dans ce cas, le critère de la taille de la société n'apparaît dès lors pas pertinent pour établir la différence de traitement en projet.

La disposition en projet sera réexaminée et, dans ce cadre, son auteur s'assurera que toute différence de traitement créée par cette disposition est raisonnablement justifiée et, à tout le moins, le commentaire de l'article sera complété à cet égard.

Article 139

1. À l'article 128/3, § 1^{er}, en projet, interrogée sur l'autorité qui déterminerait quelle forme juridique prendrait le service de médiation et s'il s'agirait, le cas échéant, d'un organisme d'intérêt public, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Le service de médiation ne sera pas un organisme d'intérêt public. Les dispositions en projet n'ont pas vocation à créer une nouvelle personne morale de droit public à laquelle une mission relevant du droit public serait confiée et dont les coûts seraient à imputer sur le budget de l'État.

Le projet de loi ne précise pas la forme juridique que prendra le service de médiation.

Le service de médiation en matière financière doit être une entité qualifiée au sens du Code de droit économique (cfr. art. I.19, 4° : 'toute entité privée ou créée par une autorité publique qui procède au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et qui figure sur la liste que le Service public fédéral Économie').

L'article 2 de l'arrêté royal du 16 février 2015 précisant les conditions auxquelles doit répondre l'entité qualifiée visée au livre XVI du Code de droit économique dispose que les entités qualifiées sont créées 'par ou en vertu d'une loi ou à l'initiative d'une association professionnelle, organisation ou organisme professionnel'.

Il n'appartient donc pas au législateur de définir la forme juridique du service de médiation.

Le service de médiation en matière financière est actuellement fourni par une entité existante, l'Ombudsfín. Le service de médiation en matière financière sera donc une entité privée créée par une association professionnelle (Febelfin) en vertu d'une loi (le futur chapitre VI de la loi du 2 août 2002). Pour l'heure, le service Ombudsfín est une entité de droit privé, ayant pris la forme d'une ASBL ».

Dans la mesure où la déléguée précise que l'entité sera une entité qualifiée, il sera veillé à préciser dans le dispositif de l'article 128/3 en projet que le service de médiation prend la forme d'une entité qualifiée au sens de l'article I.19, 4°, du Code de droit économique et du livre XVI de ce Code.

2. À la question de savoir s'il est prévu que les membres du conseil d'administration, de l'assemblée générale et du conseil de surveillance soient rémunérés et dans l'affirmative, quelle autorité fixera cette rémunération, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Comme indiqué dans l'exposé des motifs, il appartient au service de médiation en matière financière de régler, par voie contractuelle ou de règlements d'ordre intérieur, ce que la loi ne règle pas, et donc notamment la rémunération des membres de ses organes ».

Comme l'arrêté royal du 16 février 2015 'précisant les conditions auxquelles doit répondre l'entité qualifiée visée au livre XVI du Code de droit économique' requiert des conditions d'indépendance et d'impartialité des membres composant l'entité qualifiée et que, par ailleurs, les contributions qui sont exigées des institutions financières affiliées aux services de médiation en matière financière dépendent notamment de la rémunération des intéressés, il se recommande de ne pas abandonner entièrement celle-ci au règlement d'ordre intérieur de l'entité qualifiée. Des balises à cet égard devraient être fixées par ou en vertu de la loi.

Le dispositif sera dès lors revu en conséquence.

3. Interrogée quant à l'occupation d'autres travailleurs par le service de médiation en dehors des organes énumérés à l'article 128/3, § 2, en projet, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Les dispositions en projet ne paraissent pas empêcher l'occupation de travailleurs en dehors des organes énumérés dans le projet. Le service de médiation peut conclure des contrats de travail à cet effet. Le service de médiation en matière financière est actuellement fourni par une entité existante, l'Ombudsfin. Cette entité emploie des travailleurs, en plus de la personne physique responsable du règlement des litiges (c'est-à-dire l'Ombudsman). Le rapport annuel 2024 d'Ombudsfin indique que l'ombudsman est entouré de 3 assistants et de 7 conseillers (p. 5) ».

Ces explications gagneraient à figurer dans le commentaire.

4. Le paragraphe 4, alinéa 2, deuxième phrase, en projet prévoit qu'un suppléant peut être désigné par le ministre « pour chaque représentant et l'expert ». Or il ressort de l'alinéa 1^{er} que deux experts doivent être désignés. Partant, par souci de cohérence, il y a lieu de remplacer les mots « l'expert » par les mots « les experts ».

Article 140

1. Compte tenu de ce qui est précisé dans le commentaire, d'une part, et de leur objet, d'autre part, les habilitations conférées au Roi par les alinéas 3 et 4 en projet ne doivent pas être prévues sous la forme d'une faculté d'agir qui lui serait donnée mais comme l'obligeant à les mettre en œuvre.

2. À l'article 128/4, alinéa 4, en projet, interrogée sur les raisons pour lesquelles il est prévu que le Roi peut fixer les modalités de paiement de toutes les institutions financières « ou de certaines seulement » et sur l'autorité par ailleurs chargée de fixer dès lors les modalités de paiement pour les autres institutions financières, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Actuellement, comme indiqué dans l'exposé des motifs, le système de contribution aux frais de fonctionnement de l'Ombudsfin est complexe, mêlant des contributions résultant d'adhésion directe ou par le biais d'associations professionnelles.

Le projet de loi instaure une obligation d'adhésion directe pour l'ensemble des institutions financières à l'égard desquelles le service de médiation est rendu compétent.

Parmi les institutions financières figurent un grand nombre d'intermédiaires en services bancaires et d'investissement (environ 1.500), par ailleurs contrôlés et soumis à une obligation de contribution aux frais de fonctionnement de la FSMA.

Le but de la disposition en projet est de permettre au Roi de déléguer à la FSMA la récolte des contributions aux frais de fonctionnement du service de médiation auprès des intermédiaires en services bancaires et d'investissement, à l'occasion de la récolte de ses propres frais de fonctionnement auprès de ces entités. Ce faisant, la charge administrative est réduite sur les intermédiaires ainsi que sur le service de médiation en matière financière.

Un tel système est inspiré de celui en vigueur pour le service de médiation en matière d'assurance (Ombudsman des assurances), pour le compte duquel la FSMA récolte les frais de fonctionnement sur le fondement d'un arrêté royal du 20 mai 2016 modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, pris en exécution de l'article 322, § 4, 4^o tirect, de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Pour les autres institutions financières, il appartiendra au service de médiation en matière financière de fixer les modalités de contribution ».

Cette explication figurera utilement dans le commentaire.

Article 141

1. Interrogée quant aux dispositions précisément visées dans l'article en projet lorsque sont citées les « dispositions du Livre XVI du Code de droit économique » qui doivent être respectées par le règlement de procédure, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Le règlement de procédure du service de médiation doit respecter les dispositions reprises au titre 4 du Livre XVI du Code de droit économique. Il n'apparaît pas opportun de préciser plus avant les dispositions comprises dans ce titre.

Ce titre comprend des dispositions adoptées en transposition de la directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation. Cette directive devrait prochainement être amendée, et à sa suite les articles compris au titre 4 du Livre XVI du Code de droit économique.

Éventuellement les dispositions en projet peuvent être modifiées pour se référer plus explicitement aux dispositions du Titre 4 du Livre XVI du Code de droit économique ».

Le dispositif sera revu afin de préciser que les dispositions à respecter sont celles du titre 4 du livre XVI du Code de droit économique.

2. La même observation peut être formulée, *mutatis mutandis*, pour ce qui concerne l'article 146.

Article 147

1. La phrase liminaire sera complétée par l'indication des modifications encore en vigueur de la disposition modifiée.

2. Par souci de sécurité juridique, l'article 1734, § 1^{er}/1, du Code judiciaire mentionnera les législations qui instituent le service de médiation en matière financière et l'Ombudsman des assurances.

Article 148

1. Au paragraphe 3, 2°, f), en projet, interrogée sur les raisons pour lesquelles l'adresse de résidence est exigée et dans quelle mesure cette donnée est nécessaire au traitement mis en place, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Cette donnée figurait déjà dans l'ancien article 15, et sa formulation est ici précisée sans en étendre la portée. Dans son avis n° 224/2021 du 3 décembre 2021, l'Autorité de protection des données s'est également prononcée sur l'article 15 et a considéré que le principe de minimisation des données était respecté.

L'adresse de résidence de l'administrateur vise à garantir l'identification univoque de la personne physique qui représente légalement la personne morale inscrite au registre. Contrairement aux professionnels personnes physiques, le bureau de la garantie ne traite pas le numéro d'identification au Registre national de l'administrateur d'une personne morale. Il est donc indispensable de connaître son adresse de résidence pour assurer une identification certaine.

Cette identification est d'autant plus importante que le secteur des métaux précieux est particulièrement exposé aux risques de fraude et de blanchiment. De plus, la loi du 11 août 1987 et son arrêté royal d'exécution imposent des conditions d'honorabilité pour les racheteurs en métaux précieux et les essayeurs de commerce, qui s'apprécient via leur administrateur ».

Ces éléments seront utilement repris dans le commentaire.

2. Au paragraphe 3, 2°, i), en projet, interrogée sur la personne devant remettre l'extrait de casier judiciaire dans la mesure où le 2° est relatif aux personnes morales, la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'extrait de casier judiciaire d'une personne morale vise, en réalité, son administrateur. Cela permet de vérifier l'honorabilité de l'entité à travers celle de son administrateur.

L'intention est d'accorder à certains agents du bureau de la garantie un accès direct au Casier judiciaire central. De la sorte, ils peuvent rechercher la personne concernée et demander un extrait de casier judiciaire déterminé, conformément à l'article 594 du Code d'instruction criminelle. Les agents reçoivent ensuite cet extrait dans un fichier PDF sécurisé électroniquement. Il convient de préciser que cet accès direct n'implique en aucun cas un accès aux données du dossier de la personne concernée, telles qu'enregistrées dans le Casier judiciaire central.

Tant que la présente loi n'est pas entrée en vigueur, l'arrêté royal permettant l'accès des agents du bureau de la garantie au Casier judiciaire ne peut entrer en vigueur ».

Le dispositif sera revu afin de préciser quelle personne physique est concernée par l'obligation de remettre l'extrait de casier judiciaire.

3. Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « au paragraphe 9, 3° » seront remplacés par les mots « au paragraphe 9, alinéa 2, 3° ».

Article 150

1. Interrogée sur l'articulation des articles 15, § 8, et 15/2, § 1^{er}, alinéa 2, en projet et plus précisément sur le fait de savoir si la communication visée à l'article 15/2, § 1^{er}, alinéa 2, en projet se fait via l'application visée à l'article 15, § 8, ou via les services électroniques, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Le terme 'services électroniques' utilisé à l'article 15/2, § 1^{er}, alinéa 2, est plus large et englobe entre autres l'application visée à l'article 15, § 8.

L'article 15, § 8, prévoit que l'inscription au registre s'effectue via une application spécifique. Quant à l'article 15/2, § 1^{er}, alinéa 2, il prévoit que toutes les communications entre le SPF Finances et les professionnels passent via les services électroniques du SPF Finances, dont fait partie cette application.

En attendant l'entrée en vigueur du chapitre 16 de la loi du 12 mai 2024, l'usage de l'application est rendue obligatoire et les services électroniques du SPF Finances sont utilisés pour les communications entre les professionnels concernés et le bureau de la garantie ».

2. À l'article 15/2, § 1^{er}, alinéa 2, la loi du 12 mai 2024 sera mentionnée par son intitulé complet.

Article 163

Dans la version française de la phrase liminaire, les mots « du 22 février 2022 » seront remplacés par les mots « du 23 février 2022 ».

Article 166

Interrogée sur l'autorité compétente pour rechercher, constater et sanctionner les manquements à l'article 5*bis*, § 2, alinéa 2, du règlement SEPA et si une modification législative était prévue pour investir l'autorité compétente de cette nouvelle compétence, la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'article 5*bis*, paragraphe 2, alinéa 2, du Règlement SEPA permet à la BCE et aux banques centrales nationales, lorsqu'elles n'agissent pas en leur qualité d'autorité compétente, de limiter leur offre d'un service de paiement instantanés. Cette disposition relève de la liberté de décision de la Banque nationale de Belgique et ne nécessite pas de mesure d'application supplémentaire ni de compétence de supervision particulière ».

Article 167

La version française du 3° sera mieux rédigée comme suit :

« 3° dans l'ancien alinéa 3, devenant l'alinéa 4, les mots 'ou 2' seront remplacés par les mots ' , 2 ou 3 ' ».

ENTRÉE EN VIGUEUR

Interrogée sur l'absence de disposition fixant l'entrée en vigueur de la loi et si certaines dispositions ne nécessitent pas une entrée en vigueur différée par rapport au délai de droit commun, afin par exemple de laisser aux destinataires le temps de se conformer aux nouvelles règles (par exemple, aux articles 148 et 150 de l'avant-projet, qui imposent l'utilisation d'une application et impliquent, dès lors, que l'application soit disponible au jour de l'entrée en vigueur de la loi), la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'application de la Monnaie royale de Belgique est déjà disponible via la plateforme MyMinfin pour l'ensemble des professionnels visés (fabricants, essayeurs de commerce, racheteurs en métaux précieux). Par conséquent, une entrée en vigueur différée n'est pas nécessaire : les destinataires de l'obligation disposent déjà de l'accès à l'application et sont familiers avec son utilisation. L'obligation d'utiliser l'application électronique est donc une formalité, conforme à la pratique déjà généralisée ».

L'auteur de l'avant-projet s'assurera que les dispositions de l'avant-projet ne nécessitent pas qu'un délai soit laissé à leurs destinataires, avant l'entrée en vigueur, pour se conformer à de nouvelles obligations.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna de “AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), van die verordening en overweging 96 van de preambule van die verordening, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Op de vraag of het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit werd aangevraagd, heeft de gemachtigde bevestigend geantwoord.

2. Op een vraag over de voorafgaande raadpleging van de Europese Centrale Bank (ECB), voorgeschreven bij artikel 2, lid 1, van beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 ‘betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen’, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“La Banque nationale a confirmé que l’avis de la Banque centrale européenne ne doit pas être demandé sur l’avant-projet de loi mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 et le règlement (UE) 2023/1113 car l’avant-projet se contente (1) de conférer des tâches à la Banque nationale (répartition de compétences entre autorités) et (2) de mettre en œuvre les exigences de ces règlements d’une manière qui n’affecte pas les domaines de compétence de la BCE. La Banque nationale a reçu la confirmation sur ce point de la BCE par le biais de son rapporteur pour la Belgique (dite ‘country rapporteur’).”

Overeenkomstig artikel 1, lid 2, van beschikking 98/415/EG zijn de lidstaten niet verplicht de ECB te raadplegen over de omzetting van richtlijnen van de Unie in nationaal recht.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Over die uitzondering staat het volgende te lezen in de Gids voor het raadplegen van de ECB:¹

“De reden voor deze vrijstelling is dat de ECB overeenkomstig artikel 127, lid 4 van het Verdrag reeds geraadpleegd zal zijn over het voorstel voor een Unie-besluit en het derhalve onnodig is de adviesfunctie van de ECB ook toe te passen op ontwerpen van wettelijke bepalingen die uitsluitend dat Unie-besluit omzetten. De ECB is van mening dat dezelfde vrijstelling geldt voor ontwerpen van wettelijke bepalingen ter uitvoering van Unie-verordeningen, op voorwaarde dat deze geen invloed hebben op aangelegenheden op de gebieden die onder de bevoegdheid van de ECB vallen, welke invloed verschilt van die van de verordening zelf (waarover de Unie-instellingen de ECB zullen hebben geraadpleegd).”

Voorts staat er:

“Indien de ontwerpwetgeving een groot aantal bepalingen over uiteenlopende aangelegenheden bevat, beveelt de ECB aan dat de raadplegende autoriteit aangeeft over welke ontwerpen van bepalingen met name ECB-opmerkingen worden verwacht. Dit is met name van belang wanneer de ontwerpen van wettelijke bepalingen hoofdzakelijk gericht zijn op de omzetting of de inwerkingstelling van wetgeving van de Unie, maar ook aanvullende bepalingen bevatten die verder gaan dan simpelweg omzetting.”

Op te merken valt dat het antwoord van de gemachtigde hier enkel op boek II van het voorontwerp slaat, waarover de ECB dus niet hoeft te worden geraadpleegd.

De steller van het voorontwerp moet zich ervan vergewissen dat hetzelfde geldt voor de overige bepalingen van het voorontwerp.

3. Artikel 19.6 van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’ bepaalt het volgende:

“Het [Directiecomité] verstrekt advies aan de verschillende overheden die een wettelijke of reglementaire macht uitoefenen voor elk ontwerp van wetgevende of reglementaire akte die de toezichtopdrachten betreft waarmee de Bank belast is of zou worden.”

Op de vraag of het directiecomité van de Nationale Bank van België (NBB) geraadpleegd is, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“La Banque nationale a confirmé qu’elle fera le nécessaire pour fournir un avis formel. Vous noterez dans l’intervalle que la Banque a eu une implication active dans la rédaction de cet avant-projet de loi.”

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld.

¹ Te raadplegen op <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/consultationguide201510.nl.pdf>.

4. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

OPSCHRIFT

Men dient het volledige opschrift van verordening (EU) 2023/1114 te vermelden, en in de Franse tekst moeten de woorden “et du règlement (UE) 2023/1113” worden vervangen door de woorden “et le règlement (UE) 2023/1113”.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden “krachtens artikel 45, § 1, 5°,” worden vervangen door de woorden “krachtens artikel 45, § 1, eerste lid, 5°,”.

Boek II

In het opschrift van boek II moet het opschrift van verordening (EU) 2023/1114 in zijn geheel worden vermeld.

Artikel 4

1. In paragraaf 1, tweede zin, dient te worden vermeld dat het gaat om artikel 94 “van dezelfde verordening”.

2. Omwille van de rechtszekerheid moeten de woorden “Bij wijze van uitzondering” in paragraaf 2 worden vervangen door de woorden “In afwijking van paragraaf 1”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14, § 2.

Artikel 5

1. In de inleidende zin van paragraaf 1 moeten de woorden “spreekt de Bank zich op advies van de FSMA uit over de volgende aspecten” omwille van de rechtszekerheid worden vervangen door de woorden “spreekt de Bank zich uit na het advies te hebben ingewonnen van de FSMA, dat betrekking heeft op de volgende aspecten”.

2. Omwille van de rechtszekerheid moeten, zoals de gemachtigde heeft beaamd, de woorden “in die zin dat het advies de activagerelateerde tokens uitsluit van de juridische kwalificatie als financiële instrumenten” in paragraaf 1, 2°, worden vervangen door de woorden “in deze zin dat het bevestigt dat activagerelateerde tokens niet beantwoorden aan de kwalificatie ‘financiële instrumenten’”.

3. Aan de gemachtigde is gevraagd of in paragraaf 1, 4°, geen onderscheid hoort te worden gemaakt tussen aanvragen ingediend door kredietinstellingen en aanvragen ingediend door andere entiteiten, aangezien de regels voor de goedkeuring van het witboek voor die beide categorieën verschillen. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Conformément aux articles 17, par. 1), a) et 18, par. 2, k) du Règlement (UE) 2023/1114 (ci-après, encore ‘le règlement’), les exigences de l’article 19 du règlement concernant le contenu et la forme du livre blanc s’imposent à la fois aux établissements de crédit et aux autres entités tenues de demander un agrément conformément à l’article 16, par. 1, a) du règlement. L’aspect relatif à l’avis de la FSMA concernant le respect desdites exigences a dès lors logiquement sa place sous les dispositions communes du Titre III, Chapitre II (art. 5) de l’avant-projet et ce, même si le traitement des demandes de ces deux catégories suit une procédure distincte, à savoir celle de l’article 17 du règlement pour les établissements de crédit et celle de son article 20 pour les autres catégories soumises à agrément, comme expliqué par le commentaire des articles.”

Artikelen 7 en 8

Artikel 8, tweede lid, van het voorontwerp bepaalt wat de gevolgen zijn indien het advies van de FSMA niet gegeven wordt “binnen de in artikel 7 bepaalde termijn”. Dat is evenwel een onduidelijke verwijzing, aangezien artikel 7 twee verschillende begrippen hanteert, namelijk “zo snel mogelijk” en “uiterste termijn”. Indien de steller van het voorontwerp gevolgen wil verbinden aan het feit dat een advies niet binnen een bepaalde termijn gegeven wordt, moet die termijn ook heel precies kunnen worden bepaald, naar het voorbeeld van wat bijvoorbeeld in artikel 15 wordt gesteld.

De artikelen 7 en 8 moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 10

In de Franse tekst van paragraaf 2 moet het woord “visée,” worden vervangen door “, visé”.

In de Nederlandse tekst schrijve men “De Bank stelt de FSMA onverwijld in kennis van het advies van de Europese Centrale Bank, bedoeld in artikel 17, lid 5, tweede alinea, van verordening 2023/1114 en, in voorkomend geval, van het advies van de centrale bank, bedoeld in diezelfde bepaling.”

Artikel 13

Op de vraag of de toestemming waarin artikel 13 voorziet, een vereiste is dat uit verordening (EU) 2023/1114 voortvloeit, en zo niet, hoe dat vereiste te verenigen valt met de vrijheid van ondernemen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L'article 98 du règlement ne confère pas le droit d'exercer d'autres activités mais traite – toutes catégories d'entreprises et toutes activités relatives à des crypto-actifs confondues – de l'hypothèse où une entité exerce d'autres activités que celles couvertes par le règlement et ce, sous le seul angle de la coopération entre autorités. On ne peut donc pas déduire dudit article 98 du règlement le droit pour une entité soumise à un agrément en application de l'article 16, par. 1, a) du règlement d'exercer d'autres activités.

L'encadrement des activités réglementées en matière bancaire et financière (qu'il s'agisse de l'établissement d'un monopole inhérent à un statut de contrôle ou du traitement d'activités par ailleurs permises) constitue une modalité récurrente du cadre légal et réglementaire applicable. La disposition en projet prévoit, à l'instar de l'article 44, § 1^{er} de la loi du 11 mars 2018 (relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement), une intervention de l'autorité de contrôle en vue de veiller à ce que les risques inhérents à l'activité par ailleurs envisagée soient correctement appréhendés.”

Artikel 44, § 1, van de wet van 11 maart 2018 verbiedt weliswaar dat betalingsinstellingen andere werkzaamheden dan betalingsdiensten uitvoeren als ze daarvoor geen voorafgaande toestemming van de Bank hebben gekregen, maar dat verbod geldt voor betalingsinstellingen die overeenkomstig artikel 9 van de wet worden opgevat als “[e]enieder die in België de in de punten 1 tot 7 van Bijlage I.A bedoelde betalingsdiensten wil aanbieden als betalingsinstelling”.

In casu vloeit uit het dispositief echter voort dat de verplichting tot het verkrijgen van een voorafgaande toestemming van de Bank wordt opgelegd aan iedere uitgever die geen kredietinstelling is. Volgens de commentaar mogen die uitgevers, “[a]ls zij geen [dergelijke] toestemming verkrijgen, (...) dus alleen de door hen uitgegeven ART's aanbieden aan het publiek of om de toelating tot de handel ervan verzoeken”, en mogen ze derhalve geen andere activiteiten uitoefenen, zelfs niet wanneer die activiteiten feitelijk de hoofdactiviteit van de betrokken uitgever vormen, die duidelijk kan worden onderscheiden van de uitgifte van tokens en er geen verband mee houdt.

De steller van het voorontwerp moet kunnen aantonen dat de maatregel geen buitensporige aantasting uitmaakt van de vrijheid van ondernemen van die uitgevers, in het bijzonder van uitgevers wier hoofdactiviteit niet bestaat in het aanbieden van ART's (*Asset-Referenced Tokens*+) aan het publiek of in het doen van aanvragen om die ART's toe te laten tot de handel in de zin van de verordening.

Het dispositief van artikel 13 moet bijgevolg worden herzien, of op zijn minst omstandiger worden verantwoord in de commentaar.

Artikel 14

Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moeten de woorden “de in artikel 94, lid 1, van die verordening vastgelegde prerogatieven” in paragraaf 1 worden vervangen door de woorden “de bevoegdheden waarin artikel 94, lid 1, van die verordening voorziet”, dit omwille van de overeenstemming met de terminologie die elders in het voorontwerp wordt gehanteerd.

Artikel 15

Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moet artikel 15 worden herzien zodat het bepaalt dat het witboek overgezonden wordt aan de FOD Economie, dit om ervoor te zorgen dat de naleving van artikel 49, lid 5, van verordening (EU) 2023/1114 effectief wordt gecontroleerd en om te zorgen voor samenhang met de artikelen 14 en 16 van het voorontwerp.

Artikel 16

Aan de gemachtigde is gevraagd hoe deze bepaling te verenigen valt met artikel 51, lid 11, van verordening (EU) 2023/1114, luidens hetwelk “[d]e bevoegde autoriteiten (...) geen voorafgaande goedkeuring [verlangen] van cryptoactivawitboeken vóór de publicatie ervan”, en is voorts gevraagd of het feit dat de Bank kan eisen dat de tekortkomingen van het witboek worden verholpen “opdat [de betrokken] instelling haar werkzaamheden kan aanvangen”, niet een vorm van goedkeuring van het witboek voorafgaand aan de publicatie ervan vormt. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“L'évaluation réalisée par la Banque nationale de Belgique ‘sur le plan de la complétude’, constitue un examen prima facie consistant à regarder si les éléments d'informations requis par l'article 51, paragraphes 1^{er}, 3 à 7 du Règlement sont présents, sans néanmoins examiner la qualité de l'information en question. Il ne s'agit là aucunement d'une approbation. En effet, un document incomplet qui ne satisferait pas au prescrit de l'article 51 ne pourrait être considéré comme un livre blanc de sorte que l'établissement ne pourrait bénéficier de l'application de l'article 48, paragraphe 1er du Règlement 1, b) pour pouvoir émettre des jetons de monnaie électronique.”

Het verdient aanbeveling die uitleg in de commentaar op te nemen.

Artikel 19

In paragraaf 1, 3°, moeten de woorden “, van deze wet” worden weggelaten.

Artikel 20

1. Aan de gemachtigde is gevraagd of de woorden “kan (...) vragen” in paragraaf 1, tweede lid, niet moeten worden vervangen door het woord “vraagt”, zodat met naleving van artikel 64, lid 1, van verordening (EU) 2023/1114 wordt aangegeven dat de FSMA niet over een beoordelingsmarge beschikt om te verzoeken om intrekking van de vergunning ingeval een van de opgesomde inbreuken wordt vastgesteld. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Compte tenu du libellé de l'article 64, § 1^{er} du Règlement MICA, qui mentionne qu'en cas d'infraction grave au règlement, les autorités compétentes retirent l'agrément d'un prestataire de services sur crypto-actifs, l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2, sera modifié pour remplacer les mots ‘peut demander’ par le mot ‘demande’. Cette demande de révocation d'agrément ne sera cependant adressée à la BNB que dans la mesure où la FSMA a constaté une infraction grave aux dispositions du règlement énumérées dans cette disposition. Il est précisé que cette disposition ne s'applique qu'à l'égard des CASPs visés à l'article 18, § 1^{er}, 3^o en projet, c.-à-d les établissements financiers sous statut prudentiel supervisé par la BNB mais qui ont dû obtenir un agrément complémentaire de CASP pour prêter des services sur crypto-actifs (c.-à-d, à certaines conditions, des sociétés de bourse, établissements de paiement et établissements de monnaie électronique). Le retrait d'agrément consacré dans l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2 en projet ne concerne que leur agrément en tant que CASP et ne porte pas préjudice à leur agrément en tant que société de bourse, établissement de monnaie électronique ou établissement de paiement. Si la FSMA devait estimer que l'infraction est à ce point grave qu'elle devrait également entraîner la révocation de leur agrément comme société de bourse, établissement de paiement ou établissement de monnaie électronique, elle devrait appliquer la procédure établie à l'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002, adapté en ce sens par l'article 67 en projet.”

Het dispositief moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. In verband met paragraaf 2 wordt in de commentaar de mogelijkheid vermeld dat artikel 36*bis* van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’ wordt toegepast. Op de vraag waarom die bepaling niet wordt vermeld in artikel 20, § 2, 1^o, van het voorontwerp, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002 rassemble les mesures que la FSMA a la faculté de prendre à l'encontre d'un établissement financier qui est sous contrôle prudentiel de la BNB et qui commet une infraction aux règles de conduite dont la FSMA est chargée de veiller au respect. Parmi ces règles de conduite (énoncées à l'article 45, § 1^{er}, 3^o de la loi du 2 août 2002), figurent également les règles de conduite du Règlement MICA, cfr. article 70 en projet). Il a semblé plus adéquat pour la sécurité juridique d'adapter l'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002 afin d'y tenir compte de la faculté, pour la FSMA, de prononcer les mesures qui y sont prévues à l'encontre d'un établissement financier qui est sous contrôle prudentiel de la BNB et qui commettrait une infraction aux dispositions du règlement MICA. Le commentaire de l'article 20, § 2 sera légèrement modifié pour mieux expliquer le contexte d'application de l'article 36*bis* de la loi du 2 août 2002.”

Het verdient aanbeveling die uitleg in de commentaar op te nemen.

Artikel 21

In de Franse tekst zou het woord “le” moeten worden ingevoegd tussen de woorden “du règlement 2023/1114” en het woord “sont”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 29.

Artikel 30

1. Op een vraag over de sectorale wetgeving waarnaar in de commentaar op de bepaling worden verwezen, en op de vraag om een voorbeeld te geven van een soortgelijk verbod ter rechtvaardiging van de voorliggende bepaling, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Les législations sectorielles visées dans l’exposé des motifs sont les lois sectorielles qui régissent le statut et le contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseils en investissement, des sociétés de gestion d’organismes de placement collectif, des gestionnaires d’organismes de placement collectif alternatifs et des opérateurs de marché.

L’exemple demandé figure, par exemple, à l’article 221 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances qui prévoit que la société de gestion d’organismes de placement collectif ne peut recevoir ni des dépôts de fonds ni les fonds ni les instruments financiers appartenant à ses clients ou aux organismes de placement collectif gérés. Une disposition similaire est prévue à l’article 33 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires pour les sociétés de gestion d’OPCA.”

Het verdient aanbeveling die uitleg en dat voorbeeld in de commentaar op te nemen.

2. Men dient te schrijven: “artikel 19, § 1, 1° en 2°”.

Artikel 32

In de Franse tekst moeten de woorden “de l’application” ingevoegd worden tussen het woord “bénéficiaire” en de woorden “du paragraphe 4”.

Artikel 39

1. In verband met paragraaf 2 is aan de gemachtigde gevraagd bij welke soort normen de Bank en de FSMA de procedures moeten vaststellen, en in het bijzonder of een goedkeuring door de Koning is voorzien (in voorkomend geval met toepassing van de artikelen 8 of 12*bis* van de wet van 22 februari 1998 en van artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002). De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“L’article 39, § 2, en projet a pour seul objet la répartition de compétence entre la BNB et la FSMA pour établir les procédures de traitement des réclamations que les autorités compétentes doivent mettre en place conformément à l’article 108 du Règlement. Cette disposition en projet prévoit que la BNB et la FSMA mettront ces procédures en place en

fonction de leurs compétences respectives en application de la loi en projet. La mise en place de ces procédures ne requiert pas l'adoption d'acte réglementaire par lesdites autorités (requérant une approbation royale) en application de leur loi organique respective. Ces procédures seront publiées sur les sites internet respectifs de la BNB et de la FSMA. Un exemple d'une telle procédure, mise en place en matière de financement participatif (crowdfunding) est à retrouver sous ce lien: <https://www.fsma.be/fr/prestataires-de-services-de-financement-participatif-plateformes-de-crowdfunding>.

Une disposition similaire à l'article 108 du Règlement MICA figurait en effet à l'article 38 du Règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937."

De afdeling Wetgeving kan niet instemmen met de redenering van de gemachtigde, luidens welke de invoering van die procedures geen verordenende handeling vereist, al was het op basis van de bepalingen van de artikelen 8 of 12*bis* van de wet van 22 februari 1998 of van artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002.

Artikel 108 van verordening (EU) 2023/1114 bepaalt het volgende:

"De bevoegde autoriteiten voorzien in procedures met behulp waarvan cliënten en andere belanghebbenden, waaronder consumentenorganisaties, bij hen klachten kunnen indienen met betrekking tot vermeende inbreuken op deze verordening door aanbieders, personen die verzoeken om toelating tot de handel, uitgevers van activagerelateerde tokens of e-moneytokens, of aanbieders van cryptoactivadiensten. Klachten worden aanvaard in schriftelijke vorm, waaronder elektronisch, en in een officiële taal van de lidstaat waar de klacht wordt ingediend of een taal die door de bevoegde autoriteiten van die lidstaat wordt aanvaard."

Hoewel die bepaling bepaalde aspecten van de klachtenprocedure vaststelt, laat verordening (EU)2023/1114 de regeling van andere aspecten over aan de bevoegde autoriteiten.

Dat is bijvoorbeeld het geval met de "belanghebbenden", waarvoor niet uitdrukkelijk in een definitie is voorzien, noch in artikel 108 van verordening (EU) 2023/1114, noch in het ontworpen artikel 39.

Hoewel artikel 108 van verordening (EU) 2023/1114 de bevoegde autoriteiten – als bevoegde autoriteiten zijn de Bank en de FSMA aangewezen – rechtstreeks de bevoegdheid lijkt toe te kennen de in te voeren procedures vast te stellen, moet het worden gelezen in samenhang met artikel 93, leden 1 en 2, en met de definitie van artikel 3, punt 35), waarin staat dat de bevoegde autoriteiten door de lidstaat worden aangewezen.

In dat verband luidt de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie als volgt:

“De rechtstreekse toepasselijkheid van een verordening sluit niet uit dat de tekst zelf van deze verordening een communautaire instelling of een Lid-Staat machtigt tot het nemen van uitvoeringsmaatregelen. De wijze waarop deze bevoegdheid wordt uitgeoefend, wordt in het laatste geval geregeld door het publiekrecht van de betrokken Lid-Staat; (...)”.²

In dezelfde zin heeft het Gerecht van de Europese Unie in zijn arrest van 3 april 2017, *Bondsrepubliek Duitsland v. Europese Commissie*,³ ook gesteld dat wanneer “de tekst zelf van de verordening een instelling van de Unie of een lidstaat machtigt tot het nemen van uitvoeringsmaatregelen”, “de wijze waarop deze bevoegdheid wordt uitgeoefend, wordt geregeld door het publiekrecht van de betrokken lidstaat”.

In haar advies 51.043/2 van 21 maart 2012 heeft de afdeling Wetgeving ook opgemerkt dat met betrekking tot de uitvoering van een Europese verordening die rechtstreeks toepasselijk is in de interne rechtsorde, de bevoegdheid die de nationale instantie krachtens het Europese recht heeft, alleen kan worden uitgeoefend

“volgens de regels eigen aan elk rechtsbestel (...) en (...) derhalve haar oorsprong alleen in het intern recht kan vinden.

In dat verband kan de Koning naar Belgisch recht in principe echter alleen optreden krachtens een opdracht van bevoegdheid, hetzij op basis van artikel 105 van de Grondwet⁴, hetzij op basis van de algemene uitvoeringsbevoegdheid die Hem door artikel 108 van de Grondwet wordt verleend⁵.”⁶

Die overwegingen gelden *a fortiori* in het kader van de toekenning van bevoegdheden aan een administratieve overheid die niet onder rechtstreekse politieke controle valt, zoals de Bank en de FSMA.

Wat betreft het verlenen van verordenende bevoegdheid aan een openbare instelling zoals de FSMA, heeft de afdeling Wetgeving herhaaldelijk opgemerkt dat dat in beginsel niet in overeenstemming is met de algemene publiekrechtelijke beginselen, omdat daarmee geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en omdat in dat geval een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken dan de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking, de preventieve controle door de

² HvJ 27 september 1979, EU:C:1979:216, *SpA Eridania - Zuccherifici nazionali en SpA Società italiana per l'industria degli zuccheri v. minister van Land- en Bosbouw, minister van Industrie, Handel en Ambacht en SpA Zuccherifici meridionali*, punt 34.

³ Ger. 3 april 2017, T-28/16, EU:T:2017:242, *Bondsrepubliek Duitsland v. Europese Commissie*, punten 43-45, 47, 48.

⁴ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Artikel 105 van de Grondwet: “De Koning heeft geen andere macht dan die welke de Grondwet en de bijzondere wetten, krachtens de Grondwet zelf uitgevaardigd, hem uitdrukkelijk toekennen”.

⁵ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Artikel 108 van de Grondwet: “De Koning maakt de verordeningen en neemt de besluiten die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of vrijstelling van hun uitvoering te mogen verlenen”.

⁶ Advies 51.043/2 van 21 maart 2012 over een ontwerp van koninklijk besluit “tot aanwijzing van de Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoren in de hoedanigheid van bevoegde nationale autoriteit voor de certificering van de overeenstemming van de systemen voor het online verzamelen van steunbetuigingen voor een burgerinitiatief en voor de geldigheidscontrole van voornoemde steunbetuigingen”.

afdeling Wetgeving en de duidelijke plaats in de hiërarchie der normen. Dergelijke delegaties kunnen dan ook enkel worden gebillijkt voor zover zij zeer beperkt zijn en een niet-beleidsmatige karakter hebben omdat ze detailkwesties of hoofzakelijk technische kwesties betreffen. De instellingen die de betrokken reglementering dienen toe te passen, moeten hierbij zowel aan rechterlijke controle als aan politieke controle onderworpen zijn.⁷

In dit geval is de in de onderzochte bepaling vervatte machtiging niet toelaatbaar aangezien ze, in tegenstelling tot wat de gemachtigde heeft aangegeven, aan de NBB en aan de FSMA de bevoegdheid verleent de procedure vast te stellen voor klachten die bij hen kunnen worden ingediend, wat wel degelijk een verordenende bevoegdheid is die geen betrekking heeft op detailkwesties. Het is dus enkel op voorwaarde dat de essentiële procedureregels door de wetgever worden vastgesteld dat de artikelen 8 en 12*bis* van de wet van 22 februari 1998 en artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002 een rechtsgrond kunnen vormen op basis waarvan de Bank en de FSMA de in artikel 108 van Verordening (EU) 2023/1114 bedoelde klachtenprocedures kunnen invoeren (met goedkeuring door de Koning).

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

2. Artikel 108 van verordening (EU) 2023/1114, dat bij het ontworpen artikel ten uitvoer gelegd wordt, bepaalt dat (onder meer) consumentenorganisaties belanghebbenden in de zin van deze bepaling zijn. Die verwijzing wordt niet overgenomen in het ontworpen artikel 39. Het dispositief moet worden gewijzigd zodat het uitdrukkelijk naar consumentenorganisaties verwijst, zodat artikel 108, dat ten uitvoer wordt gelegd, wordt nageleefd.

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

Artikel 41

Op een vraag over het feit dat de FOD Economie niet wordt vermeld, hoewel ze ook als bevoegde autoriteit wordt aangewezen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L'article 41 de l'avant-projet traite de la coopération internationale. Dans le cadre des compétences propres prévues par l'avant-projet, il s'indique, en effet, d'inclure le SPF Économie dans la disposition concernée.”

Het dispositief moet derhalve in die zin herzien worden.

⁷ Zie in die zin onder meer advies 76.927/2/V van 7 augustus 2024 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 december 2024 ‘tot omzetting van Richtlijn (EU) 2021/2167 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2021 inzake kredietseviciers en kredietkopers en tot wijziging van de Richtlijnen 2008/48/EG en 2014/17/EU’, *Parl.St.* Kamer 2024-25, nr. 56-487/001, 75-88.

Artikel 42

Op de vraag waarom artikel 42 van het voorontwerp geen regeling bevat voor het doorsturen van de informatie bedoeld in artikel 109, lid 1, tweede en derde alinea, en lid 6, van verordening (EU) 2023/1114, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Les notifications imposées en application de l'article 109, par. 6 du Règlement concernent des mesures de redressement et font l'objet des articles 45, § 4 et 47, § 5 en projet en ce qui concerne les mesures adoptées par la BNB et des articles 51, § 3 et 54, § 4 en projet en ce qui concerne les mesures adoptées par la FSMA.

S'agissant des informations visées à l'article 109, paragraphe 1^{er}, al. 2 du Règlement, ledit article du Règlement est prescriptif et doit être lu en lien avec l'article 42 de l'avant-projet qui précise, s'agissant des registres visés au paragraphe 1^{er}, a) à d), que la BNB ou de la FSMA assure la communication vers l'Autorité européenne des marchés financiers. Dès lors que l'article 42 précise quelle autorité nationale assure cette communication, l'on sait nécessairement quelle autorité nationale doit assurer la communication prévue par l'article 109, paragraphe 1^{er}, al. 2 du Règlement, à savoir une modification des éléments d'information déjà couverts par l'article 42 en projet.

S'agissant des informations visées à l'article 109, paragraphe 1^{er}, al. 3 du Règlement, ledit article du Règlement est prescriptif et ne requiert pas une mise en œuvre par le droit national. Il ne fait que préciser les modalités selon lesquelles la communication doit être assurée.”

Artikel 43

In het tweede lid moet “artikel 93, lid 2,” worden geschreven in plaats van “artikel 93”.

Artikelen 44 tot 57

1. Op de vraag welke rechtsmiddelen kunnen worden aangewend om de herstelmaatregelen en sancties aan te vechten waarvan sprake is in de artikelen 44 tot 57, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Les mesures de redressement prononcées par la FSMA sont des actes administratifs susceptibles de recours en suspension/annulation devant le Conseil d'État. Un recours est également ouvert auprès de la Cour des marchés contre toute décision de la FSMA infligeant une astreinte ou une amende administrative et ce conformément à l'article 121 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Les mesures de redressement prononcées par la BNB sont également des actes administratifs susceptibles de recours en suspension/annulation devant le Conseil d'État. Un recours est également ouvert auprès de la Cour des marchés contre toute décision de la BNB infligeant une amende administrative et ce, conformément à l'article 36/21 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique.”

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in de commentaar. De steller van het voorontwerp moet bovendien erop toezien dat artikel 121, eerste lid, 4°, van de wet van 2 augustus 2002 wordt gewijzigd zodat het ter uitvoering van het voorontwerp ook de gevallen van dwangsommen en boetes vermeldt.

2. In haar advies 77.431/2 van 25 februari 2025 heeft de afdeling Wetgeving het volgende vastgesteld:

“Ook al behoort het tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever om te beslissen welke rechter het meest geschikt is om een bepaalde soort van geschillen te beslechten en onder welke procedurele voorwaarden, merkt de afdeling Wetgeving op dat er niettemin een verschil in behandeling gecreëerd wordt tussen verschillende financiële operatoren ingeval beroep ingesteld wordt tegen soortgelijke beslissingen die door de Nationale Bank genomen zijn, aangezien, kredietinstellingen en beursvennootschappen, in tegenstelling tot systeemrelevante aanbieders, in aanmerking komen voor een versnelde procedure voor de Raad van State.

Volgens de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof is een verschil in behandeling slechts verenigbaar met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, wanneer dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betrokken maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

De rechtspraak van het Grondwettelijk Hof ter zake luidt als volgt:

‘B.6.2. Het verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen dat voortvloeit uit de toepassing van verschillende procedureregels in verschillende omstandigheden houdt op zich geen discriminatie in. Van discriminatie zou slechts sprake zijn indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit de toepassing van die procedureregels een onevenredige beperking van de rechten van de daarbij betrokken personen met zich zou meebrengen.’

In casu dient vastgesteld te worden dat de gemachtigde van de voorzitter van de Kamer in zijn antwoord nalaat te vermelden waarom het gecreëerde verschil in behandeling verantwoord is.

Tenzij in de verdere parlementaire voorbereiding daarvoor een specifieke verantwoording gegeven zou kunnen worden, zal artikel 36/22 van de wet van 22 februari 1998 aldus aangevuld moeten worden dat daarin de beslissingen van de Nationale Bank genomen krachtens de artikelen 82, § 2, en 83, § 1, opgenomen worden.”

Een gelijkaardige opmerking kan *mutatis mutandis* ook in dit geval worden gemaakt.

Uit de voorliggende bepalingen blijkt immers dat tegen de verschillende sancties en maatregelen getroffen door de Bank en de FSMA, een beroep volgens de gewone procedure voor de Raad van State kan worden ingesteld wanneer het bijvoorbeeld gaat om een weigering tot het verlenen van een vergunning als uitgever van cryptoactiva, terwijl tegen procedures tot betwisting van de weigering tot erkenning als beleggingsinstelling een versnelde procedure voor de Raad van State wordt gevoerd.

Tenzij een bijzondere rechtvaardiging kan worden gegeven voor het feit dat die beslissingen worden uitgesloten van een versnelde procedure, moeten artikel 36/22 van de wet van 22 februari 1998 en artikel 122 van de wet van 2 augustus 2002 in voorkomend geval worden aangevuld zodat ze ook betrekking hebben op de beslissingen inzake cryptoactiva, genomen op grond van de artikelen 44 tot 57 van het voorontwerp, waartegen beroep kan worden ingesteld bij de Raad van State.

Artikel 44

De woorden “van deze afdeling” moeten worden vervangen door de woorden “van dit hoofdstuk”.

Artikel 45

1. In paragraaf 1 wordt de Bank ertoe gemachtigd een reeks maatregelen te nemen, zoals het opleggen van strengere kapitaalvereisten, het opleggen van specifieke, dwingender liquiditeitsvereisten of het aanstellen van een speciaal commissaris, wanneer zij vaststelt dat een uitgever zich in een situatie bevindt als bedoeld in artikel 24, lid 1, van verordening (EU) 2023/1114.

In de inleidende zin wordt bepaald dat de maatregelen die de Bank neemt, genomen worden zonder afbreuk te doen aan de maatregelen waarin verordening (EU) 2023/1114 voorziet, met name artikel 24 van die verordening.

Artikel 24, lid 1, van verordening (EU) 2023/1114 bepaalt dat wanneer de uitgever zich in een van de daarin beoogde situaties bevindt, “de bevoegde autoriteiten (...) de vergunning van [de] uitgever [intrekken]”.

Gelet op het voorgaande rijst de vraag hoe artikel 45 van het voorontwerp zich moet verhouden tot artikel 24 van verordening (EU) 2023/1114.

Het dispositief moet in voorkomend geval worden herzien, of op zijn minst moet de commentaar op dit punt aangevuld worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de vraag hoe artikel 51, § 1, van het voorontwerp zich verhoudt tot artikel 64 van verordening (EU) 2023/1114 wat de door de FSMA genomen maatregelen betreft.

2. Wat betreft paragraaf 1, 5°, is aan de gemachtigde gevraagd waarom niet voorzien is in een regeling inzake de nietigheid van handelingen die zonder toestemming van de speciaal commissaris zijn verricht, uitgesproken door de ondernemingsrechtbank op verzoek van elke belanghebbende, in tegenstelling tot de soortgelijke regeling waarin bijvoorbeeld artikel 236, § 8, van de wet van 25 april 2014 “op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen” (de zogenaamde “bankwet”) voorziet, alsook of het om een opzettelijke weglating ging en, zo ja, op welke gronden. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Le but était de simplifier le texte en projet par rapport à une mesure assez particulière dont la survenance s’avère assez exceptionnelle. Le texte en projet peut néanmoins être complété sur ce point.”

Ter wille van de rechtszekerheid moet het dispositief worden aangevuld om te voorzien in een regeling inzake de nietigheid van handelingen die zonder toestemming van de speciaal commissaris zijn verricht, alsook om te bepalen welke rechtbank bevoegd is om deze nietigheid uit te spreken.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 51, § 1, 5°, wat betreft de commissaris die optreedt onder het gezag van de FSMA.

Artikelen 47 en 54

Aan de gemachtigde is gevraagd wat men in artikel 54, § 2, dient te verstaan onder “zijn middelen laten gelden”, en of het gaat om een louter terminologisch dan wel een substantieel verschil met andere bepalingen van het voorontwerp – zoals bijvoorbeeld artikel 47, § 2 – die bepalen dat de entiteit wordt “gehoord of ten minste opgeroepen”. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Il ne s’agit pas d’une différence purement terminologique. Dans les deux cas, il s’agit de l’expression de l’application du principe général de droit *audi alteram partem* à la situation visée par la disposition en projet, à savoir, en ce qui concerne l’article 54, § 2 en projet, la décision de la FSMA, après une injonction préalable non suivie d’effet, de rendre publiques ses constatations et/ou d’infliger une astreinte. L’article 54, § 2 en projet prévoit que l’entité doit avoir pu faire valoir ses moyens, ce qui n’implique pas nécessairement que l’entité soit entendue (à l’occasion d’une audition orale) ou à tout le moins convoquée, comme le requiert l’article 47, § 2 en projet qui concerne les décisions analogues de la BNB. Le respect de ce Principe général de droit ne requiert pas, en effet, que l’audition ait lieu oralement ou qu’un débat contradictoire, en présence de la personne concernée, soit organisé, un exposé écrit du point de vue de la personne concernée pouvant suffire (Voy. Jacques Jaumotte, Jacques Salmon, Eric Thibaut, Le Conseil d’État de Belgique, Vol. 1^{er}, pp. 815 et s., n° 379.2 et références citées). Les modalités à mettre en œuvre par les autorités pour se conformer au respect du Principe général de droit peuvent donc différer d’une autorité à l’autre. La formulation de l’article 54, § 2 en projet est donc conforme à la jurisprudence du Conseil d’État selon laquelle le principe précité est respecté dès le moment où l’administré a pu faire valoir son point de vue antérieurement à la prise de décision par l’autorité (sans nécessairement être entendu à l’occasion d’une audition orale) (voy. notamment CE, arrêt n° 242.466 du 28 septembre 2018 et CE, arrêt n° 261.042 du 15 octobre 2024). Il ne convient donc pas nécessairement d’utiliser une terminologie uniforme, la terminologie ici usitée reflétant celle des législations appliquées respectivement par les deux autorités concernées.”

De steller van het voorontwerp moet duidelijk maken op welke gronden de eerbiediging van het rechtsbeginsel “*audi alteram partem*” in beide voorliggende bepalingen verschillend wordt geregeld, terwijl de gedragingen van de betrokken entiteiten die men met die bepalingen wil bestraffen alsook de ernst van de sancties die men met die bepalingen wil opleggen grotendeels vergelijkbaar zijn.

Artikel 56

De afdeling Wetgeving heeft het volgende opgemerkt in advies 77.714/2 van 28 mei 2025 over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van verscheidene bepalingen met het oog op de uitvoering van sommige bepalingen van Verordening (EU) 2024/886 tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 260/2012 en (EU) 2021/1230 en Richtlijnen 98/26/EG en (EU) 2015/2366 wat betreft instantovermakingen in euro’s, en de omzetting van Richtlijn (EU) 2024/1174 tot wijziging van Richtlijn 2014/59/EU en Verordening (EU) nr. 806/2014 met betrekking tot bepaalde aspecten van het minimumvereiste voor eigen vermogen en in aanmerking komende passiva’:

“Om de regeling af te stemmen op de regeling waarin paragraaf 1, 2°, van hetzelfde artikel al in verband met dwangsommen voorziet, moeten de woorden ‘, na de entiteit te hebben gehoord of haar ten minste te hebben opgeroepen,’ worden ingevoegd tussen de woorden ‘kan de Bank’ en de woorden ‘een krachtens artikel 154/6, § 2, verleende toestemming intrekken’.”⁸

In dit geval kan een soortgelijke opmerking worden gemaakt. Om de regeling inzake schorsing en intrekking van de vergunning af te stemmen op de regeling inzake dwangsommen van artikel 54, § 2, 2°, waarin wordt bepaald dat de persoon jegens wie een dwangsommaatregel is genomen zijn middelen kan laten gelden voordat de maatregel wordt goedgekeurd, dienen in artikel 56, 1°, de woorden “, op voorwaarde dat hij zijn middelen heeft kunnen laten gelden” te worden toegevoegd na de woorden “de vergunning van een aanbieder van cryptoactivadiensten schorsen of intrekken”.

Artikel 61

De gemachtigde is gevraagd waarom de Bank bevoegd is om na te gaan of verordening (EU) 2023/1114 is toegepast door “andere entiteiten die optreden als uitgevers”, terwijl die entiteiten niet onder de toepassing van die verordening vallen. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Comme l’indique le commentaire des articles, l’article 61 en projet modifie l’article 36/2 de la loi du 22 février 1998 pour assurer au sein de cette loi un ancrage juridique de la mission de la BNB s’agissant des compétences qui lui sont conférées pour l’application et le contrôle du respect des dispositions des Titres III, IV et V du Règlement.

⁸ Advies 77.714/2 van 28 mei 2025 over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van verscheidene bepalingen met het oog op de uitvoering van sommige bepalingen van Verordening (EU) 2024/886 tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 260/2012 en (EU) 2021/1230 en Richtlijnen 98/26/EG en (EU) 2015/2366 wat betreft instantovermakingen in euro’s, en de omzetting van Richtlijn (EU) 2024/1174 tot wijziging van Richtlijn 2014/59/EU en Verordening (EU) nr. 806/2014 met betrekking tot bepaalde aspecten van het minimumvereiste voor eigen vermogen en in aanmerking komende passiva’, *Parl.St.* Kamer 2024-25, nr. 56-939/1, 44-53.

Cette disposition constitue ainsi, comme c'est le cas pour les autres missions de contrôle d'établissements financiers, une disposition miroir avec les dispositions de la loi en projet qui mettent en œuvre ledit Règlement.

En ce qui concerne le champ d'application *ratione personae*, la disposition se réfère aux entités déjà visées par le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'article 36/2 et y ajoute les 'autres entités agissant en qualité d'émetteur de jetons se référant à un ou des actifs' pour couvrir les cas d'émetteurs d'ARTs qui ne relèvent pas déjà d'un statut de contrôle repris sous ledit alinéa 1er (et qui demanderaient un agrément conformément à l'article 16, par. 1, a) du Règlement).

La disposition en projet y ajoute 'les offreurs de jetons de monnaie électronique' pour couvrir l'hypothèse de l'article 48, par. 1, alinéa 2 du Règlement qui consiste dans un cas où l'entité qui offre ou demande l'admission des jetons de monnaie électronique n'aurait pas la qualité d'établissement de crédit ou d'établissement de monnaie électronique."

Artikel 63

In de Franse tekst van littera b) moet het opschrift van de wet worden verbeterd.

Artikel 66

1. In de inleidende zin moet aanvullend worden vermeld welke nog geldende wijzigingen zijn aangebracht in de bepaling die gewijzigd wordt.
2. In de Nederlandse tekst van de bepalingen onder 2° en 3° moet nader worden vermeld dat het gaat om respectievelijk de eerste en de tweede vermelding van de te vervangen woorden.

Artikel 70

In artikel 70, b) (ontworpen artikel 45, § 1, eerste lid, 2°, n)), dient in de Franse tekst "des" in plaats van "les" geschreven te worden.

Artikel 73

De woorden "In artikel 86ter, 4°," moeten worden vervangen door de woorden "In artikel 86ter, § 1, eerste lid, 4°,".

Artikel 74

De woorden “In artikel 125, 2°,” moeten worden vervangen door de woorden “In artikel 125, eerste lid, 2°,”.

Artikel 83

Er dient een definitie van de woorden “verordening (EU) 2023/1114” te worden toegevoegd, aangezien die woorden voorkomen in het vervolg van de wet zoals die gewijzigd wordt.

Artikel 86

De woorden “In artikel 38, § 2, 2°, e),” moeten worden vervangen door de woorden “In artikel 38, § 2, eerste lid, 2°, e),”.

Artikel 108

De woorden “In artikel 168, § 1, 1°,” moeten worden vervangen door de woorden “In artikel 168, § 1, eerste lid, 1°,”.

Hoofdstuk XI en artikel 117

De wet van 20 juli 2022 moet telkens met haar volledige opschrift worden vermeld.

Artikel 124

In de inleidende zin moet aanvullend worden vermeld welke nog geldende wijzigingen zijn aangebracht in de bepaling die gewijzigd wordt.

Artikel 137

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd en zoals wordt bevestigd in de commentaar, moet de verwijzing naar “het derde lid” in het ontworpen artikel 128/1, § 1, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’ worden vervangen door een verwijzing naar “paragraaf 2”, aangezien paragraaf 2 van het ontworpen artikel 128/1 een lijst bevat van de financiële instellingen die onder de bevoegdheid vallen van de dienst voor bemiddeling in financiële aangelegenheden.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 138 van het voorontwerp (ontworpen artikel 128/2, 1°, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002).

2. Omwille van de rechtszekerheid dient men in paragraaf 2, 9°, nader te stellen dat wanneer in die bepaling sprake is van “de geldende wetgeving of reglementering (lees: de geldende wet- of regelgeving”, daarmee de geldende wet- of regelgeving wordt bedoeld waarbij hoofdstuk VI van de wet van 2 augustus 2002 uitdrukkelijk toepasselijk wordt gemaakt op de persoon of de entiteit met activiteiten in de financiële sector.

Artikel 138

Het ontworpen artikel 128/2, 1°, derde lid, van de wet van 2 augustus 2002 voert een verschil in behandeling in tussen enerzijds vennootschappen die beantwoorden aan de definitie van kleine vennootschap in de zin van artikel 1:24 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, of aan de definitie van microvennootschappen in de zin van artikel 1:25 van datzelfde wetboek, en anderzijds de overige vennootschappen.

In de commentaar op de bepaling wordt dat verschil in behandeling als volgt gerechtvaardigd:

“Ook bepaalde vennootschappen kunnen hun klacht aan de dienst voor bemiddeling in financiële aangelegenheden voorleggen. Er wordt een onderscheid gemaakt naargelang de omvang van de vennootschap. De vennootschappen die vennootschappen zijn die voldoen aan de definitie van kleine of van microvennootschap in de zin van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, worden gelijkgesteld met consumenten. Zij kunnen dus bij de dienst voor bemiddeling in financiële aangelegenheden met alle soorten geschillen terecht waarvoor hij bevoegd is. De andere vennootschappen kunnen enkel met bepaalde soorten geschillen bij de dienst voor bemiddeling in financiële aangelegenheden terecht. Het onderscheid wordt gerechtvaardigd door de middelen waarover de kleine en microvennootschappen doorgaans beschikken in vergelijking met de grote ondernemingen. De kleine en microvennootschappen worden, in hun relatie met de financiële instellingen, gelijkgesteld met consumenten voor wat betreft de behandeling van aanvragen inzake de buitengerechtelijke regeling van geschillen door de dienst bemiddeling in financiële aangelegenheden. Dat geldt niet voor grootschalige vennootschappen die vaak interne of externe juridische en financiële steun ontvangen.”

Door te stellen dat grootschalige vennootschappen “vaak” interne of externe juridische en financiële steun ontvangen, geeft de steller van het voorontwerp echter te kennen dat niet alle grote vennootschappen zich in dezelfde situatie bevinden. De omvang van de vennootschap lijkt in dat geval dus geen relevant criterium te zijn om het ontworpen verschil in behandeling in te voeren.

De ontworpen bepaling moet opnieuw worden onderzocht. De steller moet zich ervan vergewissen dat ieder verschil in behandeling dat door die bepaling wordt gecreëerd, op een redelijke verantwoording steunt. Op zijn minst dient de commentaar op het artikel op dat punt te worden aangevuld.

Artikel 139

1. In verband met het ontworpen artikel 128/3, § 1, is aan de gemachtigde gevraagd welke overheid de rechtsvorm van de dienst voor bemiddeling zou bepalen, en of het eventueel om een instelling van openbaar nut zou gaan. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Le service de médiation ne sera pas un organisme d'intérêt public. Les dispositions en projet n'ont pas vocation à créer une nouvelle personne morale de droit public à laquelle une mission relevant du droit public serait confiée et dont les coûts seraient à imputer sur le budget de l'État.

Le projet de loi ne précise pas la forme juridique que prendra le service de médiation.

Le service de médiation en matière financière doit être une entité qualifiée au sens du Code de droit économique (cfr. art. I.19, 4° : ‘toute entité privée ou créée par une autorité publique qui procède au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et qui figure sur la liste que le Service public fédéral Économie’).

L'article 2 de l'arrêté royal du 16 février 2015 précisant les conditions auxquelles doit répondre l'entité qualifiée visée au livre XVI du Code de droit économique dispose que les entités qualifiées sont créées ‘par ou en vertu d'une loi ou à l'initiative d'une association professionnelle, organisation ou organisme professionnel’.

Il n'appartient donc pas au législateur de définir la forme juridique du service de médiation.

Le service de médiation en matière financière est actuellement fourni par une entité existante, l'Ombudsfm. Le service de médiation en matière financière sera donc une entité privée créée par une association professionnelle (Febelfin) en vertu d'une loi (le futur chapitre VI de la loi du 2 août 2002). Pour l'heure, le service Ombudsfm est une entité de droit privé, ayant pris la forme d'une ASBL.”

In zoverre de gemachtigde stelt dat de entiteit een gekwalificeerde entiteit moet zijn, moet men ervoor zorgen dat de dienst voor bemiddeling in het dispositief van het ontworpen artikel 128/3 duidelijk wordt omschreven als een gekwalificeerde entiteit in de zin van artikel I.19, 4°, van het Wetboek van economisch recht, en van boek XVI van datzelfde wetboek.

2. Op de vraag of in een vergoeding voor de leden van de raad van bestuur, van de algemene vergadering en van de raad van toezicht wordt voorzien, en zo ja welke overheid die vergoeding zal vaststellen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Comme indiqué dans l'exposé des motifs, il appartient au service de médiation en matière financière de régler, par voie contractuelle ou de règlements d'ordre intérieur, ce que la loi ne règle pas, et donc notamment la rémunération des membres de ses organes.”

Aangezien het koninklijk besluit van 16 februari 2015 ‘tot verduidelijking van de voorwaarden waaraan de gekwalificeerde entiteit bedoeld in boek XVI van het Wetboek van economisch recht moet voldoen’ aan de leden van de gekwalificeerde entiteit voorwaarden van onafhankelijkheid en onpartijdigheid oplegt, en aangezien voorts de bijdragen die verschuldigd zijn door de financiële instellingen die bij de diensten voor bemiddeling in financiële aangelegenheden zijn aangesloten, afhangen van met name de vergoeding van de betrokkenen, wordt aangeraden de vaststelling van die vergoeding niet volledig over te laten aan het huishoudelijk reglement van de gekwalificeerde entiteit. Door of krachtens de wet zou daarvoor een kader moeten worden geschapen.

Het dispositief moet dan ook dienovereenkomstig worden herzien.

3. Op de vraag of de dienst voor bemiddeling naast de organen die in het ontworpen artikel 128/3, § 2, worden opgesomd, nog andere werknemers tewerkstelt, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Les dispositions en projet ne paraissent pas empêcher l’occupation de travailleurs en dehors des organes énumérés dans le projet. Le service de médiation peut conclure des contrats de travail à cet effet. Le service de médiation en matière financière est actuellement fourni par une entité existante, l’Ombudsfin. Cette entité emploie des travailleurs, en plus de la personne physique responsable du règlement des litiges (c’est-à-dire l’Ombudsman). Le [rapport annuel 2024 d’Ombudsfin](#) indique que l’ombudsman est entouré de 3 assistants et de 7 conseillers (p. 5).”

Die uitleg zou in de commentaar moeten worden opgenomen.

4. Luidens de ontworpen paragraaf 4, tweede lid, tweede zin, kan de minister een plaatsvervanger aanwijzen “voor elke vertegenwoordiger en voor de deskundige”. Blijkens het eerste lid moeten echter twee deskundigen worden aangewezen. Omwille van de samenhang dient men dan ook “de deskundigen” te schrijven in plaats van “de deskundige”.

Artikel 140

1. De machtigingen die bij het ontworpen derde en het ontworpen vierde lid aan de Koning worden verleend, horen, gelet op wat in de commentaar wordt gesteld alsook gelet op de strekking van die machtigingen, niet als een mogelijkheid tot handelen maar als een verplichting tot handelen te worden geformuleerd.

2. De gemachtigde is gevraagd waarom het ontworpen artikel 128/4, vierde lid, stelt dat de Koning de betalingsvoorwaarden voor alle “of een deel van de” financiële instellingen kan bepalen, alsook welke overheid er voorts mee belast is de betalingsvoorwaarden voor de andere financiële instellingen vast te stellen. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Actuellement, comme indiqué dans l’exposé des motifs, le système de contribution aux frais de fonctionnement de l’Ombudsfin est complexe, mêlant des contributions résultant d’adhésion directe ou par le biais d’associations professionnelles.

Le projet de loi instaure une obligation d'adhésion directe pour l'ensemble des institutions financières à l'égard desquelles le service de médiation est rendu compétent.

Parmi les institutions financières figurent un grand nombre d'intermédiaires en services bancaires et d'investissement (environ 1.500), par ailleurs contrôlés et soumis à une obligation de contribution aux frais de fonctionnement de la FSMA.

Le but de la disposition en projet est de permettre au Roi de déléguer à la FSMA la récolte des contributions aux frais de fonctionnement du service de médiation auprès des intermédiaires en services bancaires et d'investissement, à l'occasion de la récolte de ses propres frais de fonctionnement auprès de ces entités. Ce faisant, la charge administrative est réduite sur les intermédiaires ainsi que sur le service de médiation en matière financière.

Un tel système est inspiré de celui en vigueur pour le service de médiation en matière d'assurance (Ombudsman des assurances), pour le compte duquel la FSMA récolte les frais de fonctionnement sur le fondement d'un arrêté royal du 20 mai 2016 modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, pris en exécution de l'article 322, § 4, 4^o tiret, de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Pour les autres institutions financières, il appartiendra au service de médiation en matière financière de fixer les modalités de contribution.”

Het verdient aanbeveling die uitleg in de commentaar op te nemen.

Artikel 141

1. Op de vraag welke bepalingen precies worden bedoeld wanneer in het ontworpen artikel wordt verwezen naar “de bepalingen van Boek XVI van het Wetboek van Economisch Recht” die door het procedurereglement moeten worden nageleefd, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Le règlement de procédure du service de médiation doit respecter les dispositions reprises au titre 4 du Livre XVI du Code de droit économique. Il n'apparaît pas opportun de préciser plus avant les dispositions comprises dans ce titre.

Ce titre comprend des dispositions adoptées en transposition de la directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation. Cette directive devrait prochainement être amendée, et à sa suite les articles compris au titre 4 du Livre XVI du Code de droit économique.

Éventuellement les dispositions en projet peuvent être modifiées pour se référer plus explicitement aux dispositions du Titre 4 du Livre XVI du Code de droit économique.”

Het dispositief moet worden herzien zodat het duidelijk stelt dat de na te leven bepalingen de bepalingen van titel 4 van boek XVI van het Wetboek van economisch recht zijn.

2. Dezelfde opmerking kan *mutatis mutandis* worden gemaakt over artikel 146.

Artikel 147

1. In de inleidende zin moet aanvullend melding worden gemaakt van de nog geldende wijzigingen die zijn aangebracht in de bepaling die gewijzigd wordt.
2. Omwille van de rechtszekerheid moet artikel 1734, § 1/1, van het Gerechtelijk Wetboek melding maken van de wetteksten waarbij de dienst voor bemiddeling in financiële aangelegenheden en de ombudsdienst inzake verzekeringen worden opgericht.

Artikel 148

1. Op de vraag waarom luidens de ontworpen paragraaf 3, 2°, f), het woonadres moet worden vermeld en in hoeverre dat gegeven nodig is voor de ingevoerde gegevensverwerking, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Cette donnée figurait déjà dans l’ancien article 15, et sa formulation est ici précisée sans en étendre la portée. Dans son avis n° 224/2021 du 3 décembre 2021, l’Autorité de protection des données s’est également prononcée sur l’article 15 et a considéré que le principe de minimisation des données était respecté.

L’adresse de résidence de l’administrateur vise à garantir l’identification univoque de la personne physique qui représente légalement la personne morale inscrite au registre. Contrairement aux professionnels personnes physiques, le bureau de la garantie ne traite pas le numéro d’identification au Registre national de l’administrateur d’une personne morale. Il est donc indispensable de connaître son adresse de résidence pour assurer une identification certaine.

Cette identification est d’autant plus importante que le secteur des métaux précieux est particulièrement exposé aux risques de fraude et de blanchiment. De plus, la loi du 11 août 1987 et son arrêté royal d’exécution imposent des conditions d’honorabilité pour les racheteurs en métaux précieux et les essayeurs de commerce, qui s’apprécient via leur administrateur.”

Het verdient aanbeveling die informatie in de commentaar te vermelden.

2. Gelet op het feit dat punt 2° betrekking heeft op rechtspersonen, is aan de gemachtigde gevraagd welke persoon het uittreksel uit het strafregister moet voorleggen zoals voorgeschreven in de ontworpen paragraaf 3, 2°, i). De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“L’extrait de casier judiciaire d’une personne morale vise, en réalité, son administrateur. Cela permet de vérifier l’honorabilité de l’entité à travers celle de son administrateur.

L’intention est d’accorder à certains agents du bureau de la garantie un accès direct au Casier judiciaire central. De la sorte, ils peuvent rechercher la personne concernée et demander un extrait de casier judiciaire déterminé, conformément à l’article 594 du Code d’instruction criminelle. Les agents reçoivent ensuite cet extrait dans un fichier PDF sécurisé électroniquement. Il convient de préciser que cet accès direct n’implique en aucun cas un accès aux données du dossier de la personne concernée, telles qu’enregistrées dans le Casier judiciaire central.

Tant que la présente loi n'est pas entrée en vigueur, l'arrêté royal permettant l'accès des agents du bureau de la garantie au Casier judiciaire ne peut entrer en vigueur."

Het dispositief moet worden herzien zodat nader wordt bepaald op welke natuurlijke persoon de verplichting rust het uittreksel uit het strafregister voor te leggen.

3. In de ontworpen paragraaf 4, eerste lid, moeten de woorden "paragraaf 9, 3°" worden vervangen door de woorden "paragraaf 9, tweede lid, 3°".

Artikel 150

1. Op de vraag hoe de ontworpen artikelen 15, § 8, en 15/2, § 1, tweede lid, zich tot elkaar verhouden, en meer bepaald of de communicatie bedoeld in het ontworpen artikel 15/2, § 1, tweede lid, verloopt via de applicatie bedoeld in artikel 15, § 8, dan wel via de elektronische diensten, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

"Le terme 'services électroniques' utilisé à l'article 15/2, § 1^{er}, alinéa 2, est plus large et englobe entre autres l'application visée à l'article 15, § 8.

L'article 15, § 8, prévoit que l'inscription au registre s'effectue via une application spécifique. Quant à l'article 15/2, § 1^{er}, alinéa 2, il prévoit que toutes les communications entre le SPF Finances et les professionnels passent via les services électroniques du SPF Finances, dont fait partie cette application.

En attendant l'entrée en vigueur du chapitre 16 de la loi du 12 mai 2024, l'usage de l'application est rendue obligatoire et les services électroniques du SPF Finances sont utilisés pour les communications entre les professionnels concernés et le bureau de la garantie."

2. In artikel 15/2, § 1, tweede lid, moet de wet van 12 mei 2024 met haar volledige opschrift worden vermeld.

Artikel 163

In de Franse tekst van de inleidende zin moeten de woorden "du 22 février 2022" worden vervangen door de woorden "du 23 février 2022".

Artikel 166

Op de vraag welke overheid bevoegd is om overtredingen van artikel 5*bis*, § 2, tweede lid, van de SEPA-verordening op te sporen, vast te stellen en te bestraffen, en of er een wetswijziging is voorzien om die nieuwe bevoegdheid aan de bevoegde overheid te verlenen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L'article 5*bis*, paragraphe 2, alinéa 2, du Règlement SEPA permet à la BCE et aux banques centrales nationales, lorsqu'elles n'agissent pas en leur qualité d'autorité compétente, de limiter leur offre d'un service de paiement instantanés. Cette disposition relève de la liberté de décision de la Banque nationale de Belgique et ne nécessite pas de mesure d'application supplémentaire ni de compétence de supervision particulière.”

Artikel 167

De Franse tekst van de bepaling onder 3° zou als volgt moeten luiden:

“3° dans l'ancien alinéa 3, devenant l'alinéa 4, les mots ‘ou 2’ seront remplacés par les mots ‘, 2 ou 3’.”

INWERKINGTREDING

De gemachtigde is gevraagd waarom er niet voorzien is in een bepaling tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet, en of sommige bepalingen niet later in werking zouden moeten treden dan na afloop van de gemeenrechtelijk vastgestelde termijn, bijvoorbeeld om de adressaten de tijd te geven zich naar de nieuwe regels te voegen (bijvoorbeeld naar de artikelen 148 en 150 van het voorontwerp, die het gebruik van een applicatie voorschrijven en bijgevolg impliceren dat die applicatie beschikbaar is op de dag waarop de wet in werking treedt). De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“L'application de la Monnaie royale de Belgique est déjà disponible via la plateforme MyMinfin pour l'ensemble des professionnels visés (fabricants, essayeurs de commerce, racheteurs en métaux précieux). Par conséquent, une entrée en vigueur différée n'est pas nécessaire : les destinataires de l'obligation disposent déjà de l'accès à l'application et sont familiers avec son utilisation. L'obligation d'utiliser l'application électronique est donc une formalité, conforme à la pratique déjà généralisée.”

De steller van het voorontwerp moet zich ervan vergewissen dat het niet nodig is dat de adressaten van de bepalingen van het voorontwerp, vóór de inwerkingtreding, over een bepaalde termijn kunnen beschikken om aan nieuwe verplichtingen te voldoen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX